

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2539

18 septembre 2015

SOMMAIRE

| | | | |
|---|--------|---|--------|
| 8F Leasing S.A. | 121871 | I.B.F. Informatique Bancaire et Financière S.A., SPF | 121828 |
| Adriana Development S.à r.l. | 121868 | I.B.F. Informatique Bancaire et Financière S.A., SPF | 121828 |
| A.S. Adventure Luxembourg S.A. | 121871 | I.B.F. Informatique Bancaire et Financière S.A., SPF | 121827 |
| Beech Tree S.A. | 121870 | Icoo Parallel | 121832 |
| Bluehouse Capital Advisors S.à r.l. | 121826 | IfG-Greek SME Finance S.A. | 121828 |
| BOP Luxembourg (125 OBS) 2 S.à r.l. | 121869 | If Two Log 1 SC 1 S.à r.l. | 121832 |
| Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF | 121827 | IF Two Log 1 SC 2 S.à r.l. | 121832 |
| BRE/Vitalia S.à r.l. | 121827 | Industrielle Pensions Beteiligungsgesellschaft S.A. | 121831 |
| Brock Alloy Wheels G.m.b.H. | 121827 | Infiana Holding S.à r.l. | 121831 |
| Brock Alloy Wheels G.m.b.H. | 121827 | Infris S.à r.l. | 121829 |
| Calchas S.A. | 121861 | International Paper (Europe) S.à r.l. | 121829 |
| Capital Retail S.à r.l. | 121868 | International Paper Holdings (Luxembourg) S.à r.l. | 121829 |
| Cartalux S.A. | 121861 | Itos Holding S.à r.l. | 121832 |
| Clarins Groupe S.à r.l. | 121828 | Luxmec S.A. | 121865 |
| Delta Properties S.A. | 121872 | Paris Premier Properties S.à r.l. | 121826 |
| Depuis S.A. | 121872 | P.E.S.Y. GBP S.à r.l. | 121826 |
| Dönder Sàrl | 121871 | P.E.S.Y. GBP S.à r.l. & Partners S.C.A. | 121826 |
| eEquity Feeder S.à r.l. | 121871 | Publimed s.à r.l. | 121872 |
| Hakon S.A. | 121830 | Quaesta Capial Umbrella SICAV-SIF | 121847 |
| Highbridge Mezzanine Partners II Onshore Lux Sàrl | 121830 | Satellite Uno S.A. | 121833 |
| Highbridge Mezzanine Partners Offshore Lux S.à r.l. | 121829 | Saxa S.A. | 121833 |
| Highbridge Mezzanine Partners Onshore Lux S.à r.l. | 121830 | Saxon S.à r.l. | 121833 |
| HNA Group Europe | 121831 | Saxony Acquisition S.à r.l. | 121833 |
| Hottinger & Cie Groupe Financière Hottin- guer Société Anonyme | 121831 | Structured Product SICAV-SIF | 121833 |
| HTTS Management Global Partner S.à r.l. | 121831 | UK Tissue S.A. | 121865 |
| Hubert Schmitz S.à r.l. | 121830 | WAVE Private Equity SICAV-SIF | 121834 |
| IACG Holdings II LUX S.à r.l. | 121832 | Wistaria S.A. | 121870 |

P.E.S.Y. GBP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 177.679.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 2 juillet 2015:

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- ERNST & YOUNG S.A., commissaire aux comptes, 7, Rue Gabriel Lipmann, L- 5365 Munsbach.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 mars 2016.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2015130953/15.

(150141114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

P.E.S.Y. GBP S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 177.696.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 2 juillet 2015:

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- ERNST & YOUNG S.A., réviseur d'entreprises, 7, Rue Gabriel Lipmann, L- 5365 Munsbach.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 mars 2016.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2015130954/15.

(150141010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Paris Premier Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 113.137.

Dépôt des comptes annuels remplaçant le dépôt n°L150108416 du 24/06/2015

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 30/06/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2015130957/12.

(150141472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Bluehouse Capital Advisors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 137.666.

Les comptes annuels audités au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Référence de publication: 2015131446/12.

(150142206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 132.403.

Le rapport annuel révisé au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Pour le Conseil d'administration

Signature

Référence de publication: 2015131489/13.

(150141738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

BRE/Vitalia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 116.480.

Les comptes annuels de la société BRE/Vitalia S.à r.l. au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015131491/10.

(150141885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Brock Alloy Wheels G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6550 Berdorf, 4, um Millewée.
R.C.S. Luxembourg B 99.789.

Dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2013 déposés et enregistrés au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg le 31 juillet 2014 sous la référence L.140137066

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015131492/10.

(150142674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Brock Alloy Wheels G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6550 Berdorf, 4, um Millewée.
R.C.S. Luxembourg B 99.789.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015131493/9.

(150142675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

I.B.F. Informatique Bancaire et Financière S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Capital social: EUR 200.000,00.

Siège social: L-1342 Luxembourg, 30, rue de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 30.538.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un administrateur

Référence de publication: 2015131859/12.

(150142742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

I.B.F. Informatique Bancaire et Financière S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-1342 Luxembourg, 30, rue de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 30.538.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un administrateur

Référence de publication: 2015131858/12.

(150142741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

I.B.F. Informatique Bancaire et Financière S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-1342 Luxembourg, 30, rue de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 30.538.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011 de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un administrateur

Référence de publication: 2015131860/12.

(150142743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

IfG-Greek SME Finance S.A., Société Anonyme de Titrisation.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 186.984.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

IfG-Greek SME Finance S.A

Référence de publication: 2015131863/11.

(150142984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Clarins Groupe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 200.000.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 84.384.

Par résolutions prises en date du 21 juillet 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination d'Olivier Courtin, avec adresse professionnelle au 12, avenue de la Porte des Ternes, 75017 Paris, France, au mandat de gérant, avec effet au 30 juin 2015 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Robert William Hamilton, avec adresse au 2, Route de la Galaise, 1228 Plan-les-Ouates, Suisse, de son mandat de gérant, avec effet rétroactif au 30 juin 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Référence de publication: 2015130342/15.

(150141514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Infris S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 133.024.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2015131870/10.

(150142354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

International Paper (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 150.502.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Juillet 2015.

International Paper (Europe) S.à r.l.

Patrick L.C. van Denzen

Gérant A

Référence de publication: 2015131872/14.

(150142280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

International Paper Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 153.184.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 Juillet 2015.

International Paper Holdings (Luxembourg) S.à r.l.

Patrick L.C. van Denzen

Gérant A

Référence de publication: 2015131873/14.

(150142279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Highbridge Mezzanine Partners Offshore Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 140.132.

Dépôt rectificatif des comptes annuels se terminant au 31 Décembre 2013 enregistrés et déposés au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, le 25 Juillet 2014, référence L140130348

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 Juillet 2015.

Highbridge Mezzanine Partners Offshore Lux S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Proxy Holder

Référence de publication: 2015131840/16.

(150142417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Hakon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 37.838.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015131845/10.

(150142250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Highbridge Mezzanine Partners Onshore Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 140.128.

RECTIFICATIF

Dépôt rectificatif des comptes annuels se terminant au 31 Décembre 2013 enregistrés et déposés au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, le 24 Juillet 2014, référence L140129409

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 Juillet 2015.

Highbridge Mezzanine Partners Onshore Lux S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Proxy Holder

Référence de publication: 2015131841/17.

(150142498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Hubert Schmitz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6419 Echternach, 6, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 167.525.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 20 juillet 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015131843/10.

(150141870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Highbridge Mezzanine Partners II Onshore Lux Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 167.240.

RECTIFICATIF

Dépôt rectificatif des comptes annuels se terminant au 31 Décembre 2013 enregistrés et déposés au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, le 28 Juillet 2014, référence L140131700

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 Juillet 2015.

Highbridge Mezzanine Partners II Onshore Lux S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Proxy Holder

Référence de publication: 2015131837/17.

(150142549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Hottinger & Cie Groupe Financière Hottinguer Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.
R.C.S. Luxembourg B 37.692.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Elo ROZENCWAJG
Administrateur Délégué

Référence de publication: 2015131854/11.

(150141854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

HNA Group Europe, Société Anonyme.

Siège social: L-1147 Luxembourg, 4, rue de l'Avenir.
R.C.S. Luxembourg B 156.000.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2015131853/11.

(150142510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

HTTS Management Global Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 137.497.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HTTS Management Global Partner S.à r.l.
Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015131856/11.

(150141615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Industrielle Pensions Beteiligungsgesellschaft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 164.708.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2015.
Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015131866/11.

(150142388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Infiana Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.046.710,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 185.983.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015131867/10.

(150142771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Itos Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 179.425.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Itos Holding S.à r.l.
Fabrice Mas / G.B.A.D. Cousin
Gérant A / Gérant B

Référence de publication: 2015131876/13.

(150142985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

IACG Holdings II LUX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 164.634.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 Juillet 2015.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2015131878/13.

(150142127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Iceo Parallel, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.145.700,00.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue J.-P. Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 147.586.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015131879/10.

(150142929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

If Two Log 1 SC 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.
R.C.S. Luxembourg B 132.214.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015131884/9.

(150142506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

IF Two Log 1 SC 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.
R.C.S. Luxembourg B 132.180.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015131886/9.

(150142551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Saxon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 152.145.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015132325/11.

(150143015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Saxa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 82.487.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015132324/10.

(150142243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Satellite Uno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 156.261.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015132323/10.

(150142244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Structured Product SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 144.449.

Le bilan de la société au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015132316/12.

(150142903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Saxony Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 168.756.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015132295/11.

(150142215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

WAVE Private Equity SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 164.909.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am achtzehnten August.

Vor Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, traten zu einer außerordentlichen Aktionärsversammlung zusammen die Aktionäre der Gesellschaft WAVE Private Equity SICAV-SIF mit Sitz in L-1413 Luxembourg, 2, Place Dargent, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar mit damaligem Amtssitz in Luxemburg, am 25. November 2011, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C Nummer 3040 vom 12. Dezember 2011, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 164 909. Die Satzung wurde abgeändert gemäss Urkunde des unterzeichneten Notars vom 12. November 2012, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 3107 vom 29. Dezember 2012.

Die Versammlung wird eröffnet um 09:30 Uhr durch die Vorsitzende Frau Elke DUMOINT, Privatangestellte, beruflich wohnhaft in Luxemburg, eröffnet.

Die Vorsitzende bestellt zur Schriftführerin und die Versammlung wählt zur Stimmzählerin Frau Arlette SIEBENALER, Privatangestellte, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Sodann gab die Vorsitzende die Tagesordnung mit folgendem Wortlaut bekannt:

Tagesordnung

TOP 1: Beschluss über die Satzungsänderung gemäß den Anforderungen an einen „Restricted Fund“ nach dem Intergovernmental Agreement („IGA“);

TOP 2: Beschluss, die Satzung dahingehend zu ändern, dass jeder Teilfonds der WAVE Private Equity SICAV-SIF jeweils nur auf einem einzigen Investor beschränkt ist;

TOP 3: Verschiedenes.

II) Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre und die Anzahl der von jedem von ihnen gehaltenen Anteile sind in der Teilnahmeliste aufgeführt, die (i) von den anwesenden Anteilseignern, (ii) von den Bevollmächtigten der vertretenen Anteilseignern und (iii) den Mitgliedern des Büros unterzeichnet ist. Diese Teilnahmeliste die von den Mitgliedern des Büros als „ne varietur“ gekennzeichnet wurde, wird diesem Dokument beigeheftet, um mit ihm registriert zu werden.

III) Zu der außerordentlichen Generalversammlung wurde geladen durch ein Ladungsschreiben, welches die Tagesordnung enthielt und am 11. August 2015 an alle Aktionäre versandt wurde.

IV) Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass sämtliche Aktien anlässlich der gegenwärtigen Aktionärsversammlung vertreten sind, und dass gemäss Tagesordnung und den Bestimmungen von Artikel 67 und 67-1 des Gesetzes über Handelsgesellschaften, die gegenwärtige Aktionärsversammlung rechtsgültig zusammengesetzt ist und demgemäß über die in der Tagesordnung aufgeführten Punkte abstimmen kann.

Nachdem vorstehende Prozedur seitens der Versammlung gutgeheißen wurde, wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt die Satzungsänderung gemäß den Anforderungen an einen „Restricted Fund“ nach dem Intergovernmental Agreement („IGA“).

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt die Satzung dahingehend zu ändern, dass jeder Teilfonds der WAVE Private Equity SICAV-SIF jeweils nur auf einem einzigen Investor beschränkt ist;

Dritter Beschluss

Infolge der vorhergehenden Beschlüsse beschließt die Versammlung die Satzung wie folgt neuzufassen:

Titel I. Name - Geschäftssitz - Laufzeit - Geschäftszweck

Art. 1. Name. Zwischen den Zeichnern und denjenigen, welche Eigentümer von zukünftig ausgegebenen Aktien werden können, besteht eine Aktiengesellschaft („société anonyme“) in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) mit dem Namen „WAVE Private Equity SICAV-SIF“ (im Folgenden auch „Gesellschaft“ genannt).

Art. 2. Geschäftssitz. Der Geschäftssitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt, Luxemburg. Tochtergesellschaften, Zweigstellen und sonstige Geschäftsstellen können im Großherzogtum Luxemburg errichtet werden. Der Geschäftssitz kann durch einstimmigen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb Luxemburg-Stadt verlegt werden. Die Verlegung des Geschäftssitzes in eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg bedarf eines Beschlusses der Aktionärsversammlung, welche unter den für Satzungsänderungen vorgesehenen Bedingungen entscheidet. Hat die Gesellschaft nur

einen Aktionär, so wird der Beschluss zur Verlegung des Geschäftssitzes in eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg durch den Alleinaktionär getroffen.

Art. 3. Laufzeit. Vorbehaltlich Artikel 34 wird die Gesellschaft für eine unbegrenzte Laufzeit errichtet.

Art. 4. Geschäftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die direkte oder indirekte Anlage ihres Vermögens in Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, Bankguthaben, in Zielfonds, Dachfonds, Immobilien, Immobiliengesellschaften, Forderungen, Derivate oder sonstige Vermögenswerte mit dem Ziel, den Aktionären Erträge aus der Verwaltung, Bewirtschaftung und Veräußerung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die sie zur Erfüllung und Entwicklung ihres Geschäftszwecks für nützlich hält, soweit dies nach dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über Spezialisierte Investmentfonds (das „Gesetz von 2007“) zulässig ist.

Titel II. Kapital - Teilfonds - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 5. Kapital.

(1) Das Kapital der Gesellschaft besteht aus voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft, das sich aus der Addition der Nettovermögen aller Teilfonds ergibt.

(2) Das Anfangskapital der Gesellschaft beträgt Euro 31.000,- (einunddreißigtausend Euro) und besteht aus 31 (einunddreißig) Aktien ohne Nennwert.

(3) Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt Euro 1.250.000,- (eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro). Das Mindestkapital ist innerhalb von zwölf Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen zu erreichen.

Art. 6. Teilfonds, Aktienklassen. Der Verwaltungsrat kann jederzeit einen oder mehrere Teilfonds im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes vom 13. Februar 2007 bilden, welche jeweils einen separaten Teil des Vermögens der Gesellschaft darstellen und jeweils auf einzigen Investor beschränkt sind. Der Verwaltungsrat wird für jeden Teilfonds ein spezifisches Anlageziel festsetzen sowie gegebenenfalls jedem Teilfonds eigene spezifische Anlagebeschränkungen bzw. spezifische Merkmale zuteilen.

Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständig.

Die Rechte des Aktionärs und Gläubigers im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte dieses Teilfonds.

Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen des Aktionärs in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen desjenigen Gläubigers, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind.

Die Gesellschaft ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte im Einklang mit dem Anlageziel des betreffenden Teilfonds gemeinsam angelegt werden. Die Aktienklassen können sich im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anlegern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwährung oder sonstige besondere Merkmale, die jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt werden, unterscheiden.

Art. 7. Form der Aktien.

(1) Die Aktien werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben. Sie werden ohne Nennwert ausgegeben, eine Ausgabe effektiver Stücke erfolgt nicht.

Alle von der Gesellschaft in den jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Aktien werden im Aktienregister eingetragen, das von der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren von der Gesellschaft ernannten Personen geführt wird. Dieses Verzeichnis enthält den Namen von jedem Aktionär, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie seinen Geschäftssitz, den er der Gesellschaft angegeben hat. Die Eintragung der Namen der Aktionäre in das Aktienregister belegt deren Eigentumsrecht an diesen Aktien. Jeder Aktionär erhält schriftlich eine Bestätigung, dass die Aktien auf seinen Namen im Aktienregister eingetragen sind. Die Übertragung einer Aktie erfolgt unter Berücksichtigung der in Artikel 14 getroffenen Bestimmungen durch eine schriftliche Übertragungserklärung an die Gesellschaft, datiert und von dem Käufer und dem Veräußerer beziehungsweise von deren bevollmächtigten Personen unterzeichnet, und deren Eintragung ins Aktienregister. Die Gesellschaft kann nach Rücksprache mit beiden Parteien auch andere Formen des Nachweises für eine Aktienübertragung akzeptieren, wenn sie diese für geeignet hält; auch in diesem Fall ist eine Eintragung in das Aktienregister vorzunehmen.

Die Eintragung in das Aktienregister wird von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren anderen vom Verwaltungsrat entsprechend bevollmächtigten Personen unterzeichnet.

Aktien sind vorbehaltlich der Bestimmungen in Artikel 14 frei übertragbar.

(2) Soweit und solange die Aktien voll eingezahlt sind, ist der Aktionär gemäß dieser Satzung zur Einlage oder sonstigen Zahlung darüber hinausgehenden Kapitals nicht verpflichtet.

(3) Die Aktionäre teilen der Gesellschaft eine Anschrift mit, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen zu senden sind. Diese Anschrift wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen. Falls ein Aktionär die Angabe einer Anschrift unterlässt, kann die Gesellschaft dies im Aktienregister vermerken. In diesem Falle gilt bis zur Angabe einer Anschrift durch den Aktionär der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft zu bestimmende und ins Aktienregister einzutragende Anschrift als Anschrift des Aktionärs. Ein Aktionär kann seine im Aktienregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft ändern.

(4) Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an. Sollte das Eigentum an Aktien aufgeteilt sein, müssen diejenigen, die ein Recht an diesen Aktien geltend machen, einen gemeinsamen Bevollmächtigten ernennen, um die aus den Aktien resultierenden Rechte gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft kann die Ausübung aller Rechte bezüglich solcher Aktien aussetzen, solange nicht eine einzige Person zum Besitzer der Aktien im Verhältnis zur Gesellschaft benannt worden ist.

(5) Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile ausgeben. Solche Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt, berechtigen den Inhaber jedoch anteilsmäßig zur Teilhabe am Gesellschaftsvermögen.

Art. 8. Ausgabe und Umtausch von Aktien.

(1) Für Aktionäre gelten folgende Bedingungen:

- (a) Aktien werden nur an Institutionelle Investoren im Sinne des Gesetzes von 2007 ausgegeben.
- (b) Zeichnungen an den jeweiligen Teilfonds sind ausschließlich einem einzigen Investor vorbehalten.
- (c) Anteile dürfen nicht von „US-Personen“ gehalten werden.

US-Personen sind:

(aa) solche natürlichen Personen, die

- (i) in den USA oder einem ihrer Territorien bzw. Hoheitsgebiete geboren wurden,
- (ii) eingebürgerte Staatsangehörige sind (bzw. Green Card Holder),
- (iii) im Ausland als Kind eines Staatsangehörigen der USA geboren wurden,
- (iv) ohne Staatsangehöriger der USA zu sein, sich überwiegend in den USA aufhalten oder
- (v) mit einem Staatsangehörigen der USA verheiratet sind

(vi) in den USA wohnen;

(bb) juristische US-Personen, insbesondere:

(i) Personen- und Kapitalgesellschaften, Pensionsfonds oder sonstige Unternehmen oder juristische Einheiten, die unter den Gesetzen eines der 50 US-Bundesstaaten oder des Columbia District oder unter dem Act of Congress gegründet wurden oder in einem US-Handelsregister eingetragen sind;

(ii) jedes Vermögen (Estate), dessen Vollstrecker oder Verwalter eine US-Person ist;

(iii) jedes Treuhandvermögen (Trust), sofern

- ein Gericht innerhalb der Vereinigten Staaten nach geltendem Recht befugt wäre, Verfügungen oder Urteile über im Wesentlichen alle Fragen der Verwaltung des Trusts zu erlassen, und

- eine oder mehrere Personen der Vereinigten Staaten befugt sind, alle wesentlichen Entscheidungen des Trusts zu kontrollieren, oder einen Nachlass eines Erblassers, der Staatsbürger der Vereinigten Staaten oder dort ansässig ist. Dieser Spiegelstrich ist in Übereinstimmung mit dem Steuergesetzbuch der Vereinigten Staaten auszulegen

(iv) eine sich in den USA befindliche Zweigstelle oder Filiale einer juristischen Einheit, die keine US-Person ist;

(v) jedes diskretionäre oder nicht-diskretionäre Konto oder ähnliche Konto (soweit es sich nicht um ein Vermögen oder einen Trust nach Buchstaben ii) und iii) handelt), das von einem Händler (Dealer), Verwalter oder Treuhänder zugunsten oder auf Rechnung einer US-Person gehalten wird;

(vi) jedes diskretionäre Konto oder ähnliches Konto (soweit es sich nicht um ein Vermögen oder einen Trust nach Buchstaben ii) und iii) handelt), das von einem in den USA gegründeten oder eingetragenen Händler (Dealer), Verwalter, Treuhänder oder einer US-Person gehalten wird

(vii) jede unter dem Recht eines anderen als der USA oder deren Staaten durch oder für eine US-Person gegründete oder eingetragene juristische Einheit, die grundsätzlich zur Durchführung einer oder mehrerer Transaktionen, die unter die „offshore exemption“ der Volcker Rule fallen, gegründet wurde.

(viii) Jede passive „NFFE“ (Non Financial Foreign Entity) mit mindestens einer beherrschenden Person (welche mehr als 25 % der stimmberechtigten Aktien hält), die Staatsbürger der Vereinigten Staaten oder dort ansässig ist.

(ix) Jedes „nichtteilnehmende Finanzinstitut“ („Nonparticipating Financial Institution“).

Die oben genannten Definitionen einer US-Person sind im Sinne von FATCA (FATCA-Abkommen zwischen den Vereinigten Staaten von Amerika und dem Großherzogtum Luxemburg vom 28. März 2014) auszulegen. Nichtteilnehmende Finanzinstitute im Sinne von Ziffer (ix) dieses Artikels werden wie US-Personen behandelt.

Der Verwaltungsrat wird etwaige Zeichnungsanträge von Investoren, welche die Voraussetzungen der Absätze (a) und (b) dieses Artikels nicht erfüllen, ablehnen. Ebenso wird der Verwaltungsrat etwaige Zeichnungsanträge von Investoren gemäß Absatz (c) dieses Artikels ablehnen.

(2) Im Übrigen ist der Verwaltungsrat berechtigt, eine unbegrenzte Zahl voll einbezahlter Aktien auszugeben.

(3) Die Gesellschaft gibt während des Zeitraums, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwerts eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft gem. Artikel 16 ausgesetzt ist, keine Aktien dieser Teilfonds aus.

Wird die Berechnung des Nettoinventarwerts ausgesetzt, nachdem Investoren bereits einen Antrag auf Zeichnung gestellt haben, so werden die Aktien auf Basis des ersten nach Beendigung der Aussetzung berechneten Nettoinventarwerts des(r) betroffenen Teilfonds ausgegeben.

(4) Während der vom Verwaltungsrat für jeden Teilfonds festgelegten Erstemissionsphase oder am Erstaussgabetag werden die Aktien der jeweiligen Teilfonds zu einem von dem Verwaltungsrat bestimmten und im Private Placement Prospekt („PPM“) veröffentlichten Preis ausgegeben. Nach Ablauf der Emissionsphase oder nach dem Erstaussgabetag entspricht der Preis dem Nettoinventarwert je Aktie des betreffenden Teilfonds, der gemäß Artikel 15 am Bewertungstag des jeweiligen Teilfonds gemäß den vom Verwaltungsrat jeweils festgelegten Grundsätzen berechnet wird. Der Ausgabepreis kann sich durch einen gegebenenfalls anfallenden Ausgabeaufschlag erhöhen.

(5) Solange Einheiten der VHV Gruppe die alleinigen Investoren des betreffenden Teilfonds sind, können Aktien dieses Teilfonds an jedem Bankarbeitstag zum Nettoinventarwert je Aktie des nächstfolgenden Bewertungstages ausgegeben werden.

(6) Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied, jeden leitenden Angestellten der Gesellschaft oder andere Unternehmen bevollmächtigen, Zeichnungen anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Aktien entgegenzunehmen und die Aktien auszugeben.

(7) Die Gesellschaft kann, gemäß den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch einen Wirtschaftsprüfer zwingend vorsehen, Aktien gegen Sacheinlagen ausgeben, vorausgesetzt, dass solche Sacheinlagen mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds im Einklang stehen.

(8) Der Verwaltungsrat kann zu jeder Zeit beschließen, dass Aktionäre berechtigt sind, ihre Aktien in einem Teilfonds und/oder Aktienklasse, falls vorhanden, in Aktien eines anderen Teilfonds und/oder Aktienklasse umwandeln zu lassen. Jedoch kann der Verwaltungsrat Beschränkungen und Bedingungen hinsichtlich des Rechts auf und der Häufigkeit von Umwandlungen zwischen bestimmten Teilfonds und/oder Aktienklassen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Gebühren abhängig machen. Falls der Verwaltungsrat beschließt, den Umtausch von Aktien zu ermöglichen, wird diese Möglichkeit sowie die Bedingungen und Beschränkungen im PPM erwähnt werden.

(9) Die Berechnung des Umwandlungspreises erfolgt unter bindender Bezugnahme auf den entsprechenden Nettovermögenswert je Aktie der zwei betreffenden Teilfonds/ Aktienklassen, und zwar berechnet zum selben Bewertungstag.

(10) Aktien, die in Aktien eines anderen Teilfonds/einer anderen Aktienklasse umgewandelt worden sind, werden annulliert.

Art. 9. Zahlungszusagen.

1 Der Verwaltungsrat, sowie von diesem hierfür bevollmächtigte Personen, können im Rahmen des PPMs nach ihrem alleinigen Ermessen Zahlungszusagen von Anlegern, die als Qualifizierte Investoren gelten, annehmen oder ablehnen.

2 Zahlungszusagen sind entweder sofort in einem Betrag oder nach Abruf in Teilbeträgen zahlbar; Näheres regelt der nachfolgende Artikel 10.

Art. 10. Kapitalabrufe.

1 Die Gesellschaft ist berechtigt, die von jedem Anleger abgegebene Zahlungszusage innerhalb des im PPM näher bezeichneten Bindungszeitraums entweder in einem Betrag oder in mehreren Teilbeträgen gegen Ausgabe der entsprechenden Anzahl von vollständig eingezahlten Aktien abzurufen. Den Zeitpunkt für den Kapitalabruf bestimmt der Verwaltungsrat nach freiem Ermessen in Abhängigkeit von der Investitionstätigkeit der Gesellschaft. Die Gesellschaft versendet vor jedem Kapitalabruf eine Kapitalabrufmitteilung an die Aktionäre mit der Aufforderung, den entsprechenden Betrag per Überweisung zu zahlen. Daraufhin ist dieser Geldbetrag gemäß dem PPM einzuzahlen und die entsprechende Anzahl von Aktien wird dem betreffenden Anleger zugeteilt (jeder dieser Kapitalabrufvorgänge wird als „Kapitalabruf“ bezeichnet).

2 Die Kapitalabrufe erfolgen jeweils pro Teilfonds pro rata zu den Zahlungszusagen eines jeden Aktionärs. Die Kapitalabrufe entsprechen einem bestimmten Prozentsatz der gesamten Zahlungszusagen der Aktionäre, welcher von der Gesellschaft nach ihrem alleinigen Ermessen festgelegt wird. Die Gesellschaft kann Zahlungszusagen anders als vorstehend beschrieben abrufen, sofern sie dies für notwendig oder ratsam erachtet, um beispielsweise steuerliche, aufsichtsrechtliche oder sonstige für die Gesellschaft oder einen Aktionär bestehende Anforderungen zu erfüllen.

3 Während der Erstemissionsphase erfolgt die Ausgabe von Aktien zu dem Erstemissionspreis. Nach der Erstemissionsphase erfolgt die Ausgabe von neuen Aktien zum zuletzt verfügbaren Anteilswert.

4 Die Gesellschaft gibt während des Zeitraums, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwertes ausgesetzt ist, keine Aktien aus.

Art. 11. Säumiger Aktionär.

1 Ein Aktionär, der nicht fristgerecht einer Kapitalabrufmitteilung nachkommt (ein „Säumiger Aktionär“), ist zur Zahlung einer Verzinsung in Höhe des im PPM festgelegten Zinssatzes auf den nicht fristgerecht eingezahlten Betrag

verpflichtet; der betreffende Säumige Aktionär hat zudem die Kosten der tatsächlich angefallenen Refinanzierung zu tragen. Die angefallenen Zinsen werden dem Säumigen Aktionär in Rechnung gestellt und werden ggf. mit Ausschüttungen bzw. Zwischenausschüttungen oder mit dem Liquidationserlös der Gesellschaft verrechnet. Der Säumige Aktionär haftet darüber hinaus auch für alle Folgeschäden, die ebenfalls mit Ausschüttungen bzw. Zwischenausschüttungen oder mit dem Liquidationserlös der Gesellschaft verrechnet werden können.

2 Wenn ein solcher Verzug nicht innerhalb der im PPM vorgesehenen Frist behoben wird, kann der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen und im Einklang mit dem PPM bestimmen, welche Maßnahmen gegenüber dem Säumigen Aktionär und den von ihm gehaltenen Aktien ergriffen werden.

3 Solche Maßnahmen müssen im Einklang mit den anwendbaren Luxemburger Gesetzen stehen, schließen jedoch weitere durch das Luxemburger Recht vorgesehene Maßnahmen nicht aus, so dass die Gesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der anderen Aktionäre auch gesetzliche Maßnahmen gegen einen Säumigen Aktionär ergreifen kann.

Art. 12. Rücknahme von Aktien, Rücknahmeaufschub, Aussetzung der rücknahme.

(1) Der Verwaltungsrat bestimmt, ob und gegebenenfalls unter welchen Bedingungen für den jeweiligen Teilfonds die Rücknahme von Aktien auf Verlangen der Aktionäre möglich ist. Dies findet Erwähnung im PPM.

(2) Ungeachtet hiervon kann der Verwaltungsrat aus eigenem Ermessen den einseitigen Rückkauf von Aktien eines oder mehrerer Teilfonds beschließen. Der Entschluss zum Rückkauf ist für alle Aktionäre der betroffenen Teilfonds bindend und wirkt sich proportional auf ihren jeweiligen Aktienbesitz aus. In diesem Falle wird die Gesellschaft die eingetragenen Aktionäre der betroffenen Teilfonds rechtzeitig über den Rückkauf benachrichtigen. Diese Mitteilung beinhaltet die Rückkaufsfrist, das angewandte Verfahren zur Berechnung des Rückkaufpreises, welcher am letzten Tag der Rückkaufsfrist bestimmt wird und auf dem Nettoinventarwert der Aktien am letzten Tag der Rückkaufsfrist basiert.

Sollte der Verwaltungsrat Kenntnis darüber erlangen, dass es sich bei Investoren um nichtinstitutionellen Investoren, mehr als einem Investor je Teilfonds und/oder US-Personen i.S.v. Artikel 8 Absatz 1 (c) handelt, wird er die Anteile zurückkaufen und damit den Investor ausschließen.

(3) Sofern die Rücknahme von Aktien für die Teilfonds erlaubt ist, gelten diesbezüglich nachfolgende Bestimmungen, falls der Verwaltungsrat nichts anderes verfügt:

a) Der Rücknahmepreis je Aktie entspricht bei einer Rücknahme dem Nettoinventarwert je Aktie des jeweils betreffenden Teilfonds zum nächsten Bewertungstag nach Erhalt des Rücknahmeantrages durch die Gesellschaft. Der Rückkaufpreis kann sich gegebenenfalls um einen vom Verwaltungsrat bestimmten und im PPM aufgeführten Rücknahmeabschlag vermindern.

b) Bei erheblichen Rücknahmeanträgen oder falls nicht genügend liquide Mittel vorhanden sind, kann die Gesellschaft den Rückkauf gegebenenfalls unter den im PPM aufgeführten Bedingungen verzögern.

c) Die Gesellschaft darf die Rücknahme der Aktien eines oder mehrerer Teilfonds aussetzen, wenn außergewöhnliche Umstände gemäß Artikel 16 vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre erforderlich erscheinen lassen. Falls ein Rücknahmeantrag gestellt wurde, welcher bis zum Datum der Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien nicht schriftlich bei der Gesellschaft widerrufen wurde, wird der Antrag gemäß den geltenden Bestimmungen abgerechnet.

d) Aktien, die zurückgekauft wurden, werden annulliert.

e) Der Rücknahmepreis je Aktie wird innerhalb einer Frist, welche für jeden Teilfonds im PPM aufgeführt ist, gezahlt; eine Sachauskehrung ist ausgeschlossen.

Art. 13. Beschränkungen des Eigentums an Aktien. Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien personenbezogen beschränken oder verhindern, wenn das Eigentum nach Ansicht des Verwaltungsrats der Gesellschaft schaden könnte oder einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn die Gesellschaft hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als Luxemburg unterworfen sein könnte.

Art. 14. Übertragung von Aktien.

(1) Die Aktien sind vorbehaltlich der Bestimmungen in folgendem Absatz 2 frei übertragbar und die Verfügung über Aktien bedarf weder der Zustimmung des Verwaltungsrats noch der übrigen Aktionäre. Verfügung ist insbesondere der Verkauf bzw. die Übertragung, der Tausch, der Transfer und die Abtretung der gesamten oder eines Teils der Beteiligung. Verfügt ein deutsches Versicherungsunternehmen über Aktien oder Kapitalzusagen, so ist jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge durch das deutsche Versicherungsunternehmen nach Verfügung über die Aktien ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung des deutschen Versicherungsunternehmens und des Erwerbers). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für das deutsche Versicherungsunternehmen auf den Erwerber über. Ein deutsches Versicherungsunternehmen in diesem Sinne ist ein deutsches Versicherungsunternehmen, eine deutsche Pensionskasse, ein deutsches Versorgungswerk sowie jeder andere deutsche Rechtsträger, der hinsichtlich seiner Vermögensanlage den Grundsätzen des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes und der Anlageverordnung oder ähnlichen gesetzlichen Anforderungen unterliegt oder sich diesen Regeln freiwillig unterworfen hat.

(2) Über Aktien kann nicht wirksam verfügt werden, soweit Artikel 8 Absatz 1 (a) und (b) nicht erfüllt sind und/oder Artikel 8 Absatz 1 (c) erfüllt ist.

(3) Soweit und solange Aktien zum Sicherungsvermögen eines deutschen Versicherungsunternehmens, einer deutschen Pensionskasse oder eines sonstigen Investors gehören, der gemäß des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes oder einer anderen Vorschrift gesetzlich zur Bestellung eines Treuhänders verpflichtet ist oder sich einer solchen Verpflichtung freiwillig unterwirft, darf über diese Aktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden.

Art. 15. Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie.

(1) Der Nettoinventarwert je Aktie eines jeden Teilfonds wird in der jeweiligen Teilfondswährung, welche der Verwaltungsrat festlegt, ausgewiesen und zu jedem Bewertungstag bestimmt. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien eines jeweiligen Teilfonds wird der Wert des zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögens abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds an jedem Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt. Der Nettoinventarwert je Aktie kann auf Anweisung des Verwaltungsrats auf den nächsten vollen Betrag auf oder abgerundet werden.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für den Fall, dass seit der letzten Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eines Teilfonds eine wesentliche Änderung in Bezug auf einen wesentlichen Teil der von dem entsprechenden Teilfonds gehaltenen Anlagen eingetreten ist, die erste Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(2) Die Vermögenswerte der Gesellschaft bzw. der Teilfonds können bestehen aus:

- a) auf den Namen der Gesellschaft bzw. des Teilfonds eingetragenem Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten;
- b) Gesellschaftsanteilen oder börsennotierten Wertpapieren;
- c) Barguthaben und sonstigen flüssigen Mitteln, einschließlich darauf aufgelaufener Zinsen;
- d) Geldmarktinstrumenten;
- e) von der Gesellschaft bzw. den Teilfonds gehaltenen Zielfondsanteilen und sonstigen Investmentanteilen;
- f) Dividenden und Dividendenansprüchen, soweit der Gesellschaft hierüber ausreichende Informationen vorliegen;
- g) Zinsen, die auf im Eigentum der Gesellschaft bzw. den Teilfonds befindliche Einlagen aufgelaufen sind, soweit diese nicht im Kapitalbetrag dieses Vermögensgegenstandes enthalten oder ausgewiesen sind;
- h) nicht abgeschriebenene Gründungskosten der Gesellschaft bzw. der Teilfonds, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und die Platzierung der Aktien;
- i) sämtlichen sonstigen Vermögenswerten jeglicher Art, einschließlich getätigter Anzahlungen.

(3) Diese Vermögensanlagen werden wie folgt bewertet:

- a) Immobilienvermögen wird unter Berücksichtigung des Wertzuwachses der Vermögensgegenstände zu dem von den Immobiliensachverständigen ermittelten Wert auf konsolidierter Konzernbasis bewertet, sofern nichts Gegenteiliges im PPM festgelegt ist.
- b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivischen Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgeannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen, in welchem Falle ihr Wert mit einem jeweils für angemessen gehaltenen Abschlag festgelegt wird, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben.
- c) Bei Geldmarktinstrumenten wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen.
- d) Wertpapiere, die an einer Börse notiert sind oder in einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, dem Publikum offen ist und regelmäßig funktioniert (ein „Geregelter Markt“), werden aufgrund des letzten verfügbaren Kurses bewertet.
- e) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind oder in einem anderen Geregeltten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage ihres geschätzten Verkaufspreises bewertet, der vom Verwaltungsrat nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben sorgfältig ermittelt wird.
- f) Zielfonds- bzw. Investmentanteile, welche keine Private Equity Anlagen sind, werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Nettoinventarwert bewertet. Falls für Zielfonds- bzw. Investmentanteile die Nettoinventarwertberechnung ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden bzw. kein formal abgeschätzter Nettoinventarwert vorliegt oder nach Ermessen des Verwaltungsrats Grund zur Annahme besteht, dass der letzte verfügbare Nettoinventarwert nicht mehr marktgerecht ist, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben unter Anwendung von allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbareren Bewertungsregeln festlegt. Sofern Zielfonds- bzw. Investmentanteile börsennotiert sind, wird der letzte bekannt gegebene Tageskurs zugrunde gelegt.
- g) Falls nichts Gegenteiliges im PPM festgelegt ist, werden Private Equity Anlagen, die nicht an einer Börse notiert sind oder die nicht an einem Geregeltten Markt gehandelt werden, mit deren Anschaffungskosten bewertet. Die Anschaffungskosten werden um Veränderungen, wie diese sich aus dem letzten am Bewertungstag des jeweiligen Teilfonds zur

Verfügung stehenden Monats, Quartals-, Zwischen- oder Jahresabschlussbericht der Private Equity Anlagen ergeben oder wie sie von Seiten der Private Equity Manager genannt werden, unter Berücksichtigung der nachfolgenden Cashflows, fortgeschrieben. Soweit Anlagen durch Tochtergesellschaften erfolgen, wird zur Berechnung dieser Beteiligungen unmittelbar auf den Wert, der von den Tochtergesellschaften gehaltenen Vermögenswerte, abzüglich der Schulden der Tochtergesellschaften abgestellt (Vollkonsolidierung).

h) Optionsrechte und Terminkontrakte, die zum Handel an einer Börse zugelassen oder in einem anderen organisierten Markt einbezogen sind, werden mit den jeweils zuletzt festgestellten Kursen der betreffenden Börsen oder Märkte bewertet.

i) OTC-Derivate werden auf Basis einer von dem Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Grundsätze von Treu und Glauben und allgemein anerkannter, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbarer Bewertungsmethoden bewertet.

j) Alle anderen Wertpapiere und sonstigen Vermögenswerte, beschränkt übertragbare Wertpapiere und Wertpapiere, für die keine Marktnotierung vorhanden ist, werden aufgrund von Notierungen von Händlern oder von einem vom Verwaltungsrat genehmigten Kursservice bewertet oder wenn solche Preise nicht erhältlich sind oder in dem Umfang, in dem diese Preise nicht dem Verkehrswert zu entsprechen scheinen, mit ihrem marktgerechten Wert, der in gutem Glauben entsprechend vom Verwaltungsrat bestimmter allgemein anerkannter Verfahren ermittelt wird, angesetzt.

Der Wert von nicht in der jeweiligen Teilfondswährung ausgewiesenen Vermögenswerten und Verbindlichkeiten wird zu dem in Luxemburg am jeweiligen Bewertungstag gültigen Wechselkurs in die jeweilige Teilfondswährung umgerechnet. Sollten diese Notierungen nicht verfügbar sein, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben durch den Verwaltungsrat oder gemäß dem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann in seinem Ermessen die Verwendung einer anderen allgemein anerkannten Bewertungsmethode gestatten, wenn er der begründeten Meinung ist, dass diese Bewertung den Verkehrswert eines Vermögenswerts besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet.

Des Weiteren können für spezifische Teilfonds zusätzliche oder abweichende Bewertungsregeln vom Verwaltungsrat bestimmt werden. Diese werden, falls vorhanden, auf Ebene des jeweiligen Teilfonds im PPM erwähnt.

Die Zentralverwaltung kann sich auf diese von der Gesellschaft zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigten Abweichungen stützen.

(4) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft bzw. der Teilfonds umfassen:

a) Darlehensverbindlichkeiten und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital (einschließlich wandelbarer Schuldtitel, Wechsel und zu zahlender Abrechnungen);

b) sämtliche auf diese Darlehen oder andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital aufgelaufene Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung);

c) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Gebühren der Depotbank und der Zentralverwaltung);

d) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich des Betrages aller unbezahlter, von der Gesellschaft für den jeweiligen Teilfonds ausgewiesenen Ausschüttungen;

e) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen bis zum Bewertungstag basieren, und gegebenenfalls andere, vom Verwaltungsrat genehmigte und gebilligte Rückstellungen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rückstellung in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Gesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds ansieht;

f) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft bzw. Teilfonds jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Die Gesellschaft kann regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

(5) Im Sinne dieses Artikels 15 gilt:

a) Aktien, welche gemäß Artikel 12 zurückgekauft werden sollen, gelten als im Umlauf befindlich und werden solchermassen in den Büchern geführt bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt zum entsprechenden Bewertungstag, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rückkaufpreis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft.

b) Von der Gesellschaft auszugebende Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.

c) Sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die in anderen Währungen als der Nettoinventarwert der Gesellschaft ausgewiesen werden, werden bewertet, nachdem der zum Zeitpunkt der Festlegung des Nettoinventarwerts der Aktien gültige Marktkurs oder Wechselkurs berücksichtigt wurde.

d) Wenn sich die Gesellschaft an einem Bewertungstag verpflichtet hat,

(i) Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögenswert zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen, und der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen;

(ii) Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den der jeweilige Teilfonds für diesen Vermögensgegenstand erhält, als ein Vermögensgegenstand des Teilfonds ausgewiesen, und der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht in

die Vermögensgegenstände des Teilfonds aufgenommen, es sei denn, dass der genaue Wert oder die Natur dieser Gegenleistung an dem jeweiligen Bewertungstag unbekannt ist; in diesem Fall wird deren Wert von der Gesellschaft geschätzt.

Jedoch gelten bei Käufen und Verkäufen von Vermögensgegenständen an einem Geregelten Markt die in diesem Punkt d) genannten Grundsätze ab dem Bankarbeitstag nach dem Abschluss des jeweiligen Kaufs oder Verkaufs (d.h. dem Tage an dem der jeweilige Broker die Order für den Kauf oder Verkauf ausführt).

e) Sich auf einen Teilfonds beziehende Nettovermögenswerte bezeichnen diejenigen Vermögenswerte, die diesem Teilfonds zugerechnet werden, abzüglich der diesem Teilfonds zurechenbaren Verbindlichkeiten. Kann ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit von der Gesellschaft als einem Teilfonds nicht zurechenbar betrachtet werden, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit den Vermögenswerten oder Verbindlichkeiten, die sich auf die Gesellschaft als Ganzes beziehen oder anteilig allen betreffenden Teilfonds nach deren Netto-Teilfondsvermögen zugerechnet.

f) Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

g) Vorbehaltlich Bösgläubigkeit, Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Nettoinventarwertberechnung pro Aktie, welche vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Nettoinventarwertberechnung pro Aktie beauftragt hat, getroffen wird, endgültig und für die gegenwärtigen, ehemaligen und zukünftigen Aktionäre der Gesellschaft bindend.

(6) Besonderheiten ergeben sich für die Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie, wenn mehrere Aktienklassen eingerichtet worden sind:

a) Die Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie erfolgt in diesem Fall gemäß den in diesem Artikel 15 aufgeführten Wertansätzen für jede Aktienklasse separat;

b) Der Mittelzufluss aufgrund der Ausgabe von Aktien erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens. Der Mittelabfluss aufgrund der Rücknahme von Aktien vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am Gesamtwert des Netto-Teilfondsvermögens.

c) Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Wert der ausschüttungsberechtigten Aktien um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der ausschüttungsberechtigten Aktien am Gesamtwert des Netto-Teilfondsvermögens.

Art. 16. Häufigkeit und vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie und der Ausgabe, Der Rücknahme und des Umtauschs von Aktien. Die Gesellschaft (oder ein von ihr ernannter Vertreter) errechnet den Nettoinventarwert je Aktie eines jeden Teilfonds unter der Verantwortlichkeit des Verwaltungsrats. Die Berechnung erfolgt in der Frequenz, wie sie vom Verwaltungsrat bestimmt wird, und im PPM auf Ebene der betroffenen Teilfonds festgelegt ist; der Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, wird in vorliegender Satzung als „Bewertungstag“ bezeichnet. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Festlegung des Nettoinventarwertes je Aktie eines oder mehrerer Teilfonds und die Ausgabe, die Rücknahme, soweit relevant, und den Umtausch ihrer Aktien während folgender Zeiten auszusetzen:

a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder von vom Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser anderer Umstände die Veräußerung der im Eigentum des(r) jeweiligen Teilfonds befindlichen Vermögenswerte ohne ernsthafte nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Aktionäre des(r) betroffenen Teilfonds nicht durchführbar ist, oder wenn nach begründeter Meinung des Verwaltungsrats die Ausgabe-, Verkaufs- und/ oder Rücknahmepreise nicht gerecht berechnet werden können; oder

b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts der Gesellschaft angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes (wie z.B. eines Zielfonds) des(r) jeweiligen Teilfonds, der für die Festlegung des Nettoinventarwertes (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit in seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von Wichtigkeit ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden kann; oder

c) während eines Zeitraums, in dem der Wert einer (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaft der Gesellschaft bzw. eines Teilfonds aus Gründen, die der Verwaltungsrat nicht zu vertreten hat, nach den in Artikel 15 dargestellten Bewertungsmaßstäben nicht genau bestimmt werden kann; oder

d) während eines Zeitraums, in dem die Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit dem Kauf oder Verkauf von Investitionen nach begründeter Meinung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden kann; oder

e) während eines jeden Zeitraums, in dem die großen Märkte oder anderen Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds notiert ist, geschlossen sind (aus anderen Gründen als wegen der üblichen Feiertage) oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde; oder

f) bei Einberufung einer Aktionärsversammlung zum Zwecke der Beschlussfassung, die Gesellschaft aufzulösen; oder

g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen, die der Verwaltungsrat nicht zu vertreten hat, nach den in Artikel 15 dargestellten Bewertungsmaßstäben nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind.

Die zeitweilige Einstellung der Nettoinventarwertberechnung pro Aktie eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von den betreffenden Ereignissen nicht berührt sind.

Die Gesellschaft informiert die betroffenen Aktionäre über diese Aussetzungen und unterrichtet die Investoren, die einen Antrag auf die Zeichnung von Aktien des betroffenen Teilfonds gestellt haben, dementsprechend.

Titel III. Verwaltung und Überwachung

Art. 17. Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Die jeweilige Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt höchstens sechs Jahre. Die Wiederwahl ist zulässig. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären, die auch die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder und deren Bezüge bestimmen, auf einer Aktionärsversammlung mit einfacher Mehrheit gewählt. Die Verwaltungsratsmitglieder können durch einen mit Stimmenmehrheit der bei einer Aktionärsversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefassten Beschluss jederzeit abberufen werden.

Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds wegen eines Todesfalls, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund vakant sein, kann diese Position vorübergehend von den restlichen Mitgliedern des Verwaltungsrats gefüllt werden. Die Wahl eines neuen Verwaltungsratsmitglieds erfolgt sodann bei der nächsten Aktionärsversammlung.

Art. 18. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden wählen und kann einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer ernennen, der kein Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und welcher die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen verfasst. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben und Rechte durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Ist auch dieser abwesend, so entscheiden die Verwaltungsratsmitglieder durch Stimmenmehrheit, dass ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats den Vorsitz für diese Sitzung übernimmt.

Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst, aber nie gegen das Votum des Verwaltungsratsvorsitzenden. Im Falle einer Stimmengleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme. Wesentliche Entscheidungen, insbesondere Investmententscheidungen, bedürfen stets der Einstimmigkeit.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Generaldirektors und stellvertretenden Generaldirektors sowie andere leitende Angestellte ernennen, die die Gesellschaft für die Geschäftstätigkeit und die Leitung der Gesellschaft für notwendig erachtet. Der Verwaltungsrat kann diese Ernennungen jederzeit rückgängig machen. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft handeln. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

Alle Verwaltungsratsmitglieder erhalten spätestens zwei Bankarbeitstage vor dem für eine Sitzung angesetzten Datum eine schriftliche Mitteilung, außer bei Gefahr im Verzug, wobei dann die Umstände, woraus sich die besondere Dringlichkeit ergibt, in der Einberufungsmitteilung anzugeben sind. Auf die Notwendigkeit einer Mitteilung kann per Telefax oder ein anderes gleichwertiges Kommunikationsmittel verzichtet werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig. Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche kommunikationstechnische Einrichtungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig. Teilnehmer, welche solchermaßen der Sitzung beigewohnt haben, werden als persönlich anwesend gezählt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Der Verwaltungsrat ist nur beratungs- und beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden, stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden. Abschriften der oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden, bedürfen gegebenenfalls der Unterschrift des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern.

Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die bei der Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied genehmigt einen solchen Beschluss per Brief, Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel. Einer besonderen Protokollierung bedarf es im Falle der schriftlichen Beschlussfassung nicht, da dem schriftlichen Beschluss insoweit die gleiche Beweiskraft zukommt wie einem Protokoll.

Art. 19. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der allgemeinen und teilfondspezifischen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen gemäß Artikel 22 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die nicht gemäß anwendbarem Recht oder dieser Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

Art. 20. Unterschriftsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Art. 21. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft (mit inbegriffen die Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung) und seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen.

Der Verwaltungsrat kann außerdem andere Bevollmächtigte ernennen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse haben.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Verwaltungsrat nach Bedarf Befugnisse delegieren kann.

Art. 22. Anlagepolitik und anlagegrenzen. Der Verwaltungsrat hat umfassende Befugnisse, die Gesellschaft zu verwalten und zu führen. Er legt für jeden Teilfonds die Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen sowie die Handlungsrichtlinien des Managements und der geschäftlichen Angelegenheiten der Gesellschaft im Rahmen der im PPM festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen Gesetzen und Bestimmungen fest.

Der Verwaltungsrat kann die im PPM für jeden Teilfonds festgelegte Anlagepolitik mit Zustimmung aller Aktionäre des jeweiligen Teilfonds ändern.

Art. 23. Investmentberater, Investmentmanager. Der Verwaltungsrat kann eine oder mehrere Investmentmanager mit der Verwaltung der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds betrauen.

Der Investmentmanager bestimmt, unter Aufsicht des Verwaltungsrates, über die Anlagen und Wiederanlagen der Vermögenswerte der Teilfonds, für die er ernannt wurde. Der Investmentmanager muss die Anlagepolitik und Anlagegrenzen der Gesellschaft und des entsprechenden Teilfonds (welche im PPM festgelegt sind) beachten.

Der Verwaltungsrat kann Investmentberater mit der Anlageberatung der Gesellschaft oder verschiedener Teilfonds betrauen. Anlageberatung beinhaltet die Auswertung und Empfehlung von passenden Anlageinstrumenten. Sie beinhaltet jedoch keine direkten Anlageentscheidungen.

Art. 24. Kosten und gebühren. Die Gesellschaft kann dem jeweiligen Teilfonds außerdem folgende Kosten belasten:

- Gebühren der Depotbank, der Zentralverwaltungsstelle, sowie der Register- und Transferstelle, sowie den auf diese Gebühren gegebenenfalls anfallenden Steuern;

- Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten und der Veräußerung von Vermögensgegenständen entstehen, insbesondere ggf. anfallende Due-Diligence-Aufwendungen im Zusammenhang mit potenziellen Investitionen, bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des jeweiligen Teilfonds und deren Verwahrung, die banküblichen Kosten für die Verwahrung von ausländischen Wertpapieren im Ausland;

- Kosten, die im Zusammenhang mit der Bewertung des jeweiligen Teilfondsvermögens entstehen;

- Alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen für die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in Rechnung gestellt werden, sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen, die im Zusammenhang mit den Wertpapiergeschäften des Teilfonds notwendigerweise anfallen;

- Die Transaktionskosten der Ausgabe und gegebenenfalls Rücknahme von Aktien;

- Steuern, die auf das jeweilige Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden;

- Kosten für Rechts- und Steuerberatung, die dem Fonds entstehen, sowie die angemessenen Kosten für Sachverständige, sonstige Berater und Fachleute, die durch Einstimmung des Verwaltungsrats bestimmt und gemeinsam in Abstimmung mit dem Aktionär ausgewählt wurden, sowie Kosten für die Geltendmachung und Durchsetzung von Rechtsansprüchen des Teilfonds einschließlich marken- und wettbewerbsrechtlicher Fragestellungen;

- Kosten des Wirtschaftsprüfers;

- Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck, den Vertrieb und den Versand sämtlicher Dokumente in allen notwendigen Sprachen für den jeweiligen Teilfonds, insbesondere des PPMs, der Satzung, der Jahresberichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, der Vertriebsanzeigen bzw. Anträge auf Bewilligung in den Ländern, in denen die Aktien des jeweiligen Teilfonds vertrieben werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden sowie sonstiger für die Aktionäre bestimmten Veröffentlichungen und sonstiger Pflichtinformationen in den Zeitungen;

- Alle regelmäßig anfallenden Verwaltungskosten des Fonds, insbesondere die Kosten für die Einberufung und Durchführung der Aktionärsversammlungen und Sitzungen des Verwaltungsrats, anderer Gremien des Fonds sowie andere Personalkosten; eine etwaige Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrates sowie anderer Gremien des Fonds, einschließlich der Reisekosten, angemessener Spesen und etwaiger Sitzungsgelder;

- Die Auslagen für Barmittelverwaltung sowie Werbungs- und Versicherungskosten, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon-, Fax-, und Telexgebühren, gegebenenfalls Mietkosten von Bürofläche;
- Die Verwaltungsgebühren, die für den jeweiligen Teilfonds bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der Luxemburger Aufsichtsbehörde und anderer Aufsichtsbehörden, sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente des jeweiligen Teilfonds;
- Kosten im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung;
- Kosten, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen, einschließlich eventueller Lizenzgebühren;
- Vergütungen, Auslagen und sonstige Kosten der Zahlstellen und Repräsentanten sowie anderer im Ausland notwendig einzurichtender Stellen, die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen notwendigerweise anfallen;
- notwendige Kosten der Verwaltung einschließlich der Kosten der Interessenverbände sowie Provisionen und Gebühren an Dritte, an die Aufgaben der täglichen Verwaltung delegiert werden;
- notwendige Kosten für die Beurteilung des jeweiligen Teilfonds durch national und international anerkannte Rating-Agenturen, sofern durch den einstimmigen Beschluss des Verwaltungsrats festgestellt, die notwendigen Kosten für das Rating von Vermögensgegenständen, insbesondere das Emittentenrating von verzinslichen Wertpapieren;
- Vom Fonds bzw. seinen Teilfonds zu tragende Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten);
- Alle angemessenen Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit dem Erwerb, der Erschließung, dem Bau, der Verwaltung (inklusive der nicht umlagefähigen Kosten der Immobilienverwaltung und anderer nicht umlagefähiger Nebenkosten), der Restrukturierung und der Veräußerung von Immobilien, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion erfolgreich abgeschlossen wird;
- Marktübliche Gebühren und Courtagen, die im Bereich der Immobilienverwaltung anfallen, insbesondere Ankaufgebühren, Verkaufgebühren, Performance Fees und Erfolgsgebühren;
- Kosten für etwaige aufsichtsrechtlich erforderlichen Meldungen im Zusammenhang mit der European Market Infrastructure Regulation (EMIR);
- Kosten für die Beauftragung von Stimmrechtsbevollmächtigungen bzw. die Ausübung von Stimmrechten auf Hauptversammlungen, sowie Kosten für die Vertretung von Aktionärs- und Gläubigerrechten;
- Kosten zur Analyse des Anlageerfolges durch Dritte, sowie Kosten für die Performance-Attribution.

Die Gesellschaft trägt alle Gründungskosten, insbesondere Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Kosten im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Gesellschaft und dem Angebot von Aktien.

Die von der Gesellschaft getragenen Gründungskosten werden nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Auflegungsdatum der Gesellschaft über drei Jahre hinweg abgeschrieben. Die bei Auflegung der Gesellschaft entstehenden Kosten werden von den Gründungskosten gedeckt. Die Gründungskosten können zwischen den einzelnen aufgelegten Teilfonds auf Basis ihrer jeweiligen Kapitalverpflichtungen während eines Zeitraums und nach einem Schlüssel, der vom Verwaltungsrat auf einer gerechten und angemessenen Basis erstellt wird, verteilt werden, jedoch unter der Voraussetzung, dass jeder Teilfonds seine unmittelbaren und dem betreffenden Teilfonds zurechenbaren Gründungs- und Auflagekosten selbst trägt.

Die oben aufgeführten Kosten und Gebühren können die Gesellschaft bzw. die einzelnen Teilfonds auch für ihre (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaften und Co-Investments tragen.

Alle Gebühren und Kosten verstehen sich zuzüglich gegebenenfalls anfallender Mehrwertsteuer.

Art. 25. Interessenkonflikte. Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds der nächstfolgenden Aktionärsversammlung berichtet. Diese vorgehenden Bestimmungen sind nicht anwendbar auf Verwaltungsratsbeschlüsse, welche tägliche Geschäfte, die zu normalen Bedingungen eingegangen wurden, betreffen.

Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die gültigen Beschlüsse durch eine Mehrheit der übrigen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

Kein Vertrag bzw. kein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind. Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonst wie in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen

Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

Art. 26. Freistellung und Entschädigung. Die Gesellschaft wird gegebenenfalls aus dem Vermögen der Gesellschaft oder gegebenenfalls des betroffenen Teilfonds die Verwaltungsratsmitglieder, die Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen aufgrund ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer, leitender Angestellten oder Mitarbeiter oder aufgrund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht durch ihre grobe Fahrlässigkeit, Betrug oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, entschädigen beziehungsweise von solcher Haftung oder solchen Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten freistellen. Die Haftungsfreistellung und Entschädigung des Investmentberaters und der weiteren Dienstleister bestimmt sich nach den Vorschriften der einschlägigen Verträge.

Art. 27. Wirtschaftsprüfer. Die im Jahresbericht der Gesellschaft enthaltenen Daten werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die als „réviseurs d'entreprises agréés“ qualifiziert sind und von der Aktionärsversammlung beauftragt und von der Gesellschaft vergütet werden, überprüft.

Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz von 2007 vorschreibt.

Titel IV. Aktionärsversammlungen - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 28. Vertretung. Die Gesellschaft kann, zum Zeitpunkt ihrer Gründung oder zu einem späteren Zeitpunkt, durch die Versammlung aller Aktien in einer Hand, einen einzigen Aktionär haben. Das Ableben oder die Auflösung des einzigen Aktionärs hat nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Falls die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat, vertritt die Aktionärsversammlung die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre der Gesellschaft verbindlich. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit der Gesellschaft zusammenhängenden Handlungen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre eines bestimmten Teilfonds eingreifen.

Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, so übt dieser Aktionär die Befugnisse der Aktionärsversammlung aus.

Art. 29. Aktionärsversammlungen. Die ordentliche Aktionärsversammlung der Gesellschaft findet in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort in Luxemburg, am dritten Donnerstag des Monats Juni statt. Falls an diesem Tag in Luxemburg die Banken nicht geöffnet sind, wird die ordentliche Aktionärsversammlung am ersten darauffolgenden Bankarbeitstag abgehalten. Die ordentliche Aktionärsversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls nach Ermessen des Verwaltungsrats außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

Andere Aktionärsversammlungen können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, welche in der Einberufung angegeben sind.

Die vom Gesetz festgesetzten Quorum und Benachrichtigungsfristen sind für die Durchführung einer Aktionärsversammlung maßgebend, insofern nichts anderes in dieser Satzung festgelegt ist.

Die Aktionärsversammlungen werden vom Verwaltungsrat durch Ladungen, welche die Tagesordnung beinhalten, einberufen. Die Einberufung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

Die Tagesordnung wird von dem Verwaltungsrat vorbereitet, es sei denn, die Versammlung findet aufgrund der vom Gesetz vorgesehenen schriftlichen Anfrage von Aktionären statt; in diesem Fall kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

Falls alle Aktionäre bei einer Aktionärsversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie bestätigen, von der Tagesordnung der Versammlung Kenntnis zu haben, kann diese ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Die Geschäfte, die bei einer Aktionärsversammlung zu behandeln sind, beschränken sich auf die Angelegenheiten, welche in der Tagesordnung festgesetzt sind (welche sämtliche Angelegenheiten beinhalten muss, die vom Gesetz vorgeschrieben sind) sowie auf die Angelegenheiten, welche in deren Zusammenhang aufkommen, es sei denn, alle Aktionäre einigen sich auf eine andere Tagesordnung.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre erfüllen müssen, um an den Aktionärsversammlungen teilnehmen zu können.

Bei Angelegenheiten, welche die Gesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre der Gesellschaft gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Angelegenheiten, die nur einen oder mehrere Teilfonds betreffen.

Auch falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, so werden dessen Beschlüsse in einem Protokoll festgehalten.

Art. 30. Vertretungen und Mehrheitserfordernisse. Jede Aktie berechtigt unabhängig vom Nettoinventarwert per Aktie innerhalb eines Teilfonds/ einer Aktienklasse zu einer Stimme, im Einklang mit luxemburgischem Recht und dieser Sa-

tzung. Ein Aktionär kann sich bei der Aktionärsversammlung durch eine andere Person vertreten lassen (welche nicht Aktionär zu sein braucht und welche ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann). Die dazu ausgestellte Vollmacht kann in Schriftform oder in Form eines Telegramms, Telefax, E-Mail oder durch ein gleichwertiges Kommunikationsmittel erfolgen.

Beschlüsse der Aktionärsversammlung werden, soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in dieser Satzung vorgeschrieben ist, mit einfacher Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 31. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr, wobei das erste Geschäftsjahr ein Rumpfgeschäftsjahr (2011) sein wird.

Die Abschlüsse der Gesellschaft sind in Euro ausgewiesen und werden auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg auf konsolidierter Basis unter Einbeziehung aller Teilfonds aufgestellt.

Art. 32. Dividenden und Ausschüttungen. Die Aktionärsversammlung entscheidet auf Vorschlag des Verwaltungsrats und im gesetzlich vorgegebenen Umfang über Ausschüttungen.

Der Verwaltungsrat kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen Zwischendividenden ausschütten.

Ausschüttungen an Aktionäre werden an ihre jeweilige, im Aktienregister angegebene Anschrift gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt in der jeweiligen Teilfondswährung als Geldleistung; eine Sachauskehrung, insbesondere eine physische Lieferung von Edelmetallen und Waren, ist ausgeschlossen. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an die Gesellschaft bzw. den jeweiligen Teilfonds zurück.

Auf Dividenden, die von der Gesellschaft beschlossen und von ihr zur Verwendung durch den Begünstigten verwahrt werden, werden keine Zinsen gezahlt.

Titel V. Schlussbestimmungen

Art. 33. Depotbank. Die Gesellschaft wird im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Depotbankvertrag mit einer gemäß dem Gesetz über den Finanzsektor vom 5. April 1993 zum Betreiben von Bankgeschäften zugelassenen Bank abschließen.

Die Depotbank hat ihren Pflichten und Verantwortlichkeiten gemäß dem Gesetz von 2007 nachzukommen.

Art. 34. Beendigung. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Aktionärsversammlung und vorbehaltlich der Quorums- und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 36 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sollte der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), fallen, so hat der Verwaltungsrat der Aktionärsversammlung die Entscheidung über die Beendigung der Gesellschaft vorzulegen. Die Aktionärsversammlung, auf der keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Aktionärsversammlung vertretenen Aktionäre. Fällt der Nettoinventarwert unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, d.h. eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), so genügt zur Beendigung der Gesellschaft ein Viertel der Stimmen der auf der Aktionärsversammlung anwesenden Aktionäre, ohne dass eine Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung notwendig ist. Die Aktionärsversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb einer Frist von dreißig Bankarbeitstagen nach der Feststellung, dass der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestvermögens gefallen ist, abgehalten wird.

Art. 35. Liquidation. Die Liquidation der Gesellschaft wird von einem bzw. mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handelt. Die Aktionärsversammlung bestellt die Liquidatoren und legt ihre Kompetenzen und Vergütung fest.

Das Vermögen der Gesellschaft/ Teilfonds wird bei Beendigung der Gesellschaft ordnungsgemäß liquidiert. Alle Erlöse aus der Liquidation von Anlagen werden bar ausgezahlt. Eine Sachauskehrung, insbesondere eine Lieferung von Edelmetallen und Waren, findet nicht statt.

Art. 36. Auflösung oder Verschmelzung von teilfonds.

(1) Die Versammlung der Aktionäre eines Teilfonds hat das Recht, jederzeit die Auflösung des entsprechenden Teilfonds der Gesellschaft oder dessen Verschmelzung mit einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder mit einer anderen Organisation für gemeinsame Anlagen (OGA) oder einem Teilfonds eines OGA zu beschließen.

(2) Ein solcher Beschluss wird mit einfacher Mehrheit der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds gefasst.

(3) Ein Beschluss der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds zur Auflösung eines Teilfonds oder zur Verschmelzung eines Teilfonds gemäß oben stehendem Absatz wird schriftlich den Aktionären des von der Auflösung betroffenen Teilfonds oder des im Rahmen der Verschmelzung einzubringenden Teilfonds mitgeteilt und gegebenenfalls gemäß Bestimmung des Verwaltungsrats veröffentlicht.

(4) Ab dem Datum des Beschlusses betreffend die Auflösung bzw. der Verschmelzung des Fonds werden die voraussichtlich im Rahmen der Auflösung oder Verschmelzung anfallenden Kosten bei der Nettoinventarwertberechnung des entsprechenden Teilfonds berücksichtigt.

(5) In folgenden begrenzten Fällen kann die o.g. Auflösung oder Verschmelzung eines Teilfonds vom Verwaltungsrat gefasst werden:

a) Sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten;

b) Sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als sinnvoll erscheint, den Teilfonds weiterhin zu verwalten.

(6) Die o.g. Beschlüsse des Verwaltungsrates werden den Aktionären in der oben beschriebenen Weise mitgeteilt. Der Beschluss der Verschmelzung eines Teilfonds wird einen Monat vor ihrer Wirksamkeit mitgeteilt, um den Aktionären während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Anteile zu ermöglichen. Bei solchen kostenfreien Rücknahmen durch einen Aktionär wird der Rücknahmepreis gemäß den Fristen des Fonds, welche im PPM festgelegt sind, ausbezahlt.

(7) Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates werden die Rückkäufe von Aktien im Falle der Auflösung des Teilfonds eingestellt und die Vermögenswerte dieses Teilfonds realisiert, die Verbindlichkeiten erfüllt und der entsprechende Netto-Liquidationserlös an die Aktionäre im Verhältnis ihrer Beteiligung an diesem Teilfonds verteilt; eine Sachauskehrung findet nicht statt, insbesondere keine physische Lieferung von Edelmetallen oder Waren.

(8) Netto-Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Auflösungsverfahrens von Aktionären eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Auflösungsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort geltend gemacht werden.

(9) Eine Verschmelzung erfolgt in der Weise, dass die Aktien eines oder mehrerer Teilfonds gegen die Aktien eines bestehenden oder neu aufgelegten Teilfonds/ OGA getauscht werden. Ein solcher Umtausch erfolgt auf der Grundlage des am festgelegten Umtauschtag festgestellten Nettoinventarwertes der Aktien der auszutauschenden Teilfonds/ OGA. Die Ausgabe der neuen Aktien erfolgt gegen Rückgabe der Aktien des oder der einzubringenden Teilfonds.

(10) Die Verschmelzung eines Teilfonds der Gesellschaft mit einem Luxemburger fonds commun de placement oder eines Teilfonds eines solchen fonds commun de placement, wobei der einzubringende Teilfonds der Teilfonds der Gesellschaft ist, kann ebenfalls gemäß o.g. Bedingungen von der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds beschlossen werden. Eine solche Verschmelzung ist jedoch nur für Aktionäre, die dieser Verschmelzung zugestimmt haben, bindend. Die Aktien der Aktionäre, die der Verschmelzung nicht zugestimmt haben, werden zum einschlägigen Nettoinventarwert zurückgenommen.

Art. 37. Änderungen der Satzung. Diese Satzung kann auf einer Aktionärsversammlung unter Einhaltung der im Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (in jeweils gültiger Fassung) enthaltenen Vorschriften bezüglich Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernissen geändert oder ergänzt werden.

Art. 38. Massgebliches recht. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und dem Gesetz von 2007 (in jeweils gültiger Fassung) entschieden.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, und niemand das Wort mehr ergreift, wurde die Versammlung durch die Vorsitzende um 10:00 Uhr geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nachdem das Dokument der dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannten erschienenen Parteien vorgelesen worden ist, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns, dem Notar, unterzeichnet.

Gezeichnet: E. DUMOINT, A. SIEBENALER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 21 août 2015. Relation: 1LAC/2015/26800. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 27. August 2015.

Référence de publication: 2015145739/784.

(150158763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2015.

Quaesta Capial Umbrella SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 199.876.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fourth of September.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Quaesta Capital AG, a public limited company (Aktiengesellschaft) duly incorporated and existing under the laws of Switzerland, with registered office at Huobstraße 9, CH-8808 Pfäffikon, Switzerland and registered with the Register of Commerce of the canton Schwyz (Handelsregister des Kantons Schwyz) under number CHE-112.320.133,

here represented by Marc Hirtz, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Pfäffikon, Switzerland, on 31 July 2015,

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a public limited company (société anonyme) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

Title I. - Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital - specialized investment fund ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") set up under part II of the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialized investment funds (the "2007 Law") under the name of "Quaesta Capital Umbrella SICAV-SIF" (hereinafter the "Company"), which may in accordance with article 80 of the 2007 Law as well as article 4 of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law") designate an alternative investment fund manager subject to chapter 2 of the AIFM Law.

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the board of directors of the Company (the "Board of Directors").

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities as well as in other assets and financial instruments authorized by law with the aim of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2007 Law.

Title II. - Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares - Sub-Funds. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000). The initial capital is thirty one thousand Euro (31,000 EUR) divided into thirty one (31) shares of no par value. The minimum capital of the Company must be achieved within twelve months after the date on which the Company has been authorized as an undertaking for collective investment under Luxembourg law.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in assets and financial instruments authorized by law pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors for the Sub-Funds (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board of Directors.

The Board of Directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (each a "Sub-Fund" and together the "Sub-Funds") within the meaning of Article 71 of the 2007 Law for one class of shares or for multiple classes of shares in the manner described in Article 11 hereof. As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant class or classes of shares. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The Board of Directors may create each Sub-Fund for an unlimited period or a limited period of time. In the latter case, at the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the shares in the relevant class(es) of shares, in accordance with Article 8 below, notwithstanding the provisions of Article 24 below. In respect of the relationships between the shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

The sales documents for the shares of the Company shall indicate the duration of each Sub-Fund.

Within each Sub-Fund, shares can furthermore be issued in series representing all shares issued on any Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) in any class of shares.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The Company issues shares in registered form only.

All issued shares of the Company shall be registered in the register of shareholders of the Company (the “Register of Shareholders”) which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such Register of Shareholders shall contain the name of each owner of record of shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of shares held by the owner of record and the amount paid up on each fractional share.

The inscription of the shareholder's name in the Register of Shareholders evidences the shareholder's right of ownership on such shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding. Global certificates may also be issued at the discretion of the Board of Directors.

Share certificates shall be signed by two Directors (as defined in Article 13 hereof). Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board of Directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may determine.

(2) Transfer of shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of shares shall be entered into the Register of Shareholders; such inscription shall be signed by one or more Directors (as defined in Article 13 hereof) or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board of Directors.

(3) Shareholders entitled to receive shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register of Shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that the shareholder's share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at the shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

(6) The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Shares. The Board of Directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant class in the relevant series as determined in compliance with Article 11 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the Board of

Directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors which shall not exceed 10 Luxembourg bank business days from the relevant Valuation Day (as defined in Article 12 hereof). The Board of Directors may delegate to any Director (as defined in Article 13 hereof), manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the Board of Directors so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the Board of Directors and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A report relating to the contributed assets must be delivered to the Company by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) save as otherwise provided for under applicable laws. All costs associated with such contribution in kind shall be borne by the shareholder making the contribution, or by such other third party as agreed by the Company or in any other way which the Board of Directors considers fair to all shareholders of the Sub-Fund. The Board of Directors may delegate to any Director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may at any time require the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these articles of incorporation (the "Articles").

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares may be redeemed in any class of shares; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be redeemed on such Valuation Days (as defined in Article 12 hereof) (each a "Redemption Day" and together the "Redemption Days") as provided for in sales documents for the shares of the Company.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the Board of Directors and /or the sales documents, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 12 hereof. Shares in any Sub-Fund will not be redeemed if the calculation of the net asset value per share in such Sub-Fund is suspended in accordance with Article 12 hereof.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant class in the relevant series, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the sales documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board of Directors shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class. At the Company's discretion, the Company reserves the right to transfer any existing shareholder who falls below the minimum shareholding requirement for one class of shares into another appropriate class of shares without charge.

Further, if on any given Redemption Day, redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to the Article 9 hereof exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the number or value of shares of a specific class, the Board of Directors may decide that all or part, on a pro rata basis for each shareholder asking for the redemption of his Shares, of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interest of the Company and its shareholders and settled when corresponding assets have been sold without unreasonable delay. If such measures prove necessary, all redemption and conversion requests received on the same day will be settled at the same price. On the next Redemption Day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such class or classes of shares equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Redemption Day, on which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the Auditor (as defined in Article 21). The costs of any such transfers shall be borne by the redeeming shareholder.

All redeemed shares may be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Unless otherwise determined by the Board of Directors for certain classes of shares, any shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class of

the same Sub-Fund or into shares of the same or another class of another Sub-Fund, subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated on the same Redemption Day.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class. At the Company's discretion, the Company reserves the right to transfer any existing shareholder who falls below the minimum shareholding requirement for one class of shares into another appropriate class of shares without charge. Shares of any class will not be converted in circumstances where the calculation of the net asset value per share of such class is suspended by the Fund pursuant to Article 12 hereof.

The shares which have been converted into shares of another class may be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board of Directors being herein referred to as "Prohibited Persons"). In particular, (i) any U.S. Person (especially those that would fall within the ambit of the Foreign Account Tax Compliance provisions of the U.S. hiring incentives to Restore Employment Act ("FATCA")) and (ii) persons that do not provide necessary information requested by the Company or any third party on behalf of the Company in order to comply with legal and regulatory rules as, but not limited to the FATCA provisions are considered as Prohibited Persons and excluded to acquire shares of the Company and its Sub-Funds.

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the Register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "Purchase Notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price to be paid for such shares (the "Purchase Price") will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates, if any, representing the shares specified in the Purchase Notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed from the register of shareholders, and the certificate or certificates representing such shares (if any) will be cancelled.

(2) The Purchase Price shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the Purchase Notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares (if any) specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) upon final determination of the Purchase Price following surrender of the share certificate or certificates specified in the Purchase Notice, if any. Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates (if any) as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the Purchase Notice, may not thereafter be claimed and shall

revert to the relevant class or classes of shares. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

U.S. Persons as defined in this Article constitute a specific category of Prohibited Persons.

Where it appears to the Company that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any shareholder all shares held by such shareholder without delay. In such event, Clause D (1) here above shall not apply.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. Person" means with respect to individuals, any U.S. citizen (and certain former U.S. citizens as set out in relevant U.S. Income Tax laws) or "resident alien" within the meaning of U.S. income tax laws and in effect from time to time.

With respect to persons other than individuals, the term "U.S. Person" means (i) a corporation or partnership or other entity created or organised in the United States or under the laws of the United States or any state thereof; (ii) a trust where (a) a U.S. court is able to exercise primary jurisdiction over the trust and (b) one or more U.S. fiduciaries have the authority to control all substantial decisions of the trust and (iii) an estate (a) which is subject to U.S. tax on its worldwide income from all sources; or (b) for which any U.S. Person acting as executor or administrator has sole investment discretion with respect to the assets of the estate and which is not governed by foreign law. The term "U.S. Person" also means any entity organised principally for passive investment such as a commodity pool, investment company or other similar entity (other than a pension plan for the employees, officers or principals of any entity organised and with its principal place of business outside the United States) which has as a principal purpose the facilitating of investment by a United States person in a commodity pool with respect to which the operator is exempt from certain requirements of part 4 of the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non United States persons. "United States" means the United States of America (including the States and the District of Columbia), its territories, its possessions and any other areas subject to its jurisdiction. Shares of the Company may only be issued to well-informed investors within the meaning of the 2007 Law. A well-informed investor within the meaning of the 2007 Law is an institutional investor, a professional investor or any other investor who has confirmed in writing that he adheres to the status of a well-informed investor and (i) invests a minimum of EUR 125.000 in the Company or (ii) has been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2004/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately apprising an investment in the Company. Any person who is no well-informed investor is also to be considered as a Prohibited Person.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class within the relevant series within the relevant Sub-Fund shall be calculated in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant Sub-Fund and, to the extent applicable within a Sub-Fund, expressed in the unit currency for the relevant class of shares in such series within such Sub-Fund. It shall be determined as of any Valuation Day (as defined in Article 12 hereof), by dividing the net assets of the Company attributable to each class of shares in such series within such Sub-Fund, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class in such series, on any such Valuation Day (as defined in Article 12 hereof), by the number of shares in the relevant class in the relevant series within the Sub-Fund then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board of Directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation, in which case all relevant subscription and redemption requests will be dealt with on the basis of that second valuation.

The calculation of the net asset value of the different classes of shares in the relevant series shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;

6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

b) The value of assets which are listed or dealt in on any stock exchange is based on the last available price on the stock exchange which is normally the principal market for such assets.

c) The value of assets dealt in on any other regulated market which is recognized, operating regularly and open to the public (a "Regulated Market") is based on the last available price.

d) In the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraphs (b) or (c) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

e) The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on exchanges or on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors or any appointed alternative investment fund manager, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors or any appointed alternative investment fund manager may deem fair and reasonable.

Credit default swaps will be valued at their present value of future cash flows by reference to standard market conventions, where the cash flows are adjusted for default probability. Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates' curve. Other swaps will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the Board of Directors or any appointed alternative investment fund manager and recognised by the Auditor (as defined in Article 21 hereof).

f) Units or shares of other UCI will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined pursuant to the procedures established by the Board of Directors or any appointed alternative investment fund manager on a fair and equitable basis in good faith. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued at their last available stock market value.

g) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the Board of Directors or any appointed alternative investment fund manager.

h) The value of money market instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other Regulated Market and with remaining maturity of less than 12 months and of more than 90 days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments held by the Company with a remaining maturity of ninety days or less will be valued by the amortized cost method which approximates market value.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a class of shares or Sub-Fund will be converted into the reference currency of such class of shares or Sub-Fund at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors or any appointed alternative investment fund manager.

The Board of Directors or any appointed alternative investment fund manager, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

1) all loans, bills and accounts payable;

2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

3) all accrued or payable expenses (including but not limited to fees payable by the Company to its alternative investment fund manager, administrative expenses, management fees, including incentive fees -if any-, depositary fees, and corporate agents' fees);

4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board of Directors, as well as such amount (if any) as the Board of Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees (including portfolio management fees and performance fees, if any) payable to its alternative investment fund manager and portfolio managers, fees and expenses payable to its Auditor (as defined in Article 21 hereof) and accountants, Depositary (as defined in Article 27 herein below) and its correspondents, administrative agent and paying agent, any listing agent, domiciliary agent, any distributor(s) and permanent representatives in countries of distribution as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the Directors (as defined in Article 13 hereof) and officers of the Company and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with meetings of the Board of Directors, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses including the costs of preparing, printing, advertising and distributing the sales documents, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, the costs for the publication of the issue, conversion, if any, and redemption prices and all other operating expenses, the costs of buying and selling assets, interest, bank charges and costs of brokerage, postage, telephone, e-mail, facsimile and any other means of communication. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount payable for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The Board of Directors shall establish a class of shares in respect of each Sub Fund and may establish multiple classes of shares in respect of each Sub-Fund in the following manner:

(a) If multiple classes of shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned provided however, that within a Sub-Fund, the Board of Directors is empowered to define classes of shares so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific assignment of distribution, shareholder services or other fees and/or (v) the currency or currency unit in which the class may be quoted and based on the rate of exchange between such currency or currency unit and the reference currency of the relevant Sub-Fund and/or (vi) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant class of shares against long-term movements of their currency of quotation and/or (vii) such other features as may be determined by the Board of Directors from time to time in compliance with applicable law;

(b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the relevant class of shares issued in respect of such Sub-Fund, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the class of shares to be issued;

(c) The assets, liabilities, income and expenditure attributable to a Sub-Fund shall be applied to the class or classes of shares issued in respect of such Sub-Fund, subject to the provisions here above under (a);

(d) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Company to the same class or classes of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant class or classes of shares;

(e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes of shares pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith, provided that (i) where assets, on behalf of several Sub-Funds are held in one account and/or are comanaged as a segregated pool of assets by an agent of the Board of Directors, the respective right of each class of shares shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant class of shares to the relevant account or pool, and (ii) the right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the class of shares, as described in the sales documents for the shares of the Company;

(f) Upon the payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such distributions. All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organization which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Redemption Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares; and

4) where on any Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Conversion and Redemption of Shares. With respect to each class of shares, the net asset value per share in each series and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least once a month at a frequency determined by the Board of Directors as further described in the sales documents of the Company, such date being referred to herein as the "Valuation Day". If Valuation Days coincide with customary holidays in countries whose stock exchanges or other markets are decisive for valuing the majority of a Sub-Fund's net assets, as an exception, the net asset value of that Sub-Fund's shares shall not be calculated on such days.

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular class and/or the issue, redemption and conversion of its shares from its shareholders from and to shares of each class:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Company attributable to such Sub-Fund quoted thereon; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable; or

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

e) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange; or

f) in the event of the publication (i) of the convening notice to a general meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company or any Sub-Fund is to be proposed, or of the decision of the Board of Directors to wind up one or more Sub-Funds, or (ii) to the extent that such a suspension is justified for the protection of the shareholders, of the notice of the general meeting of shareholders at which the merger of the Company or a Sub-Fund is to be proposed, or of the decision of the Board of Directors to merge one or more Sub-Funds; or

(g) any period when the market of a currency in which a substantial portion of the assets of the Company is denominated is closed other than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted;

(h) any period when political, economic, military, monetary or fiscal circumstances which are beyond the control and responsibility of the Company prevent the Company from disposing of the assets, or render impossible or impair the determination of the net asset value of the Company in a normal and reasonable manner.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to shareholders having made an application for subscription, conversion or redemption of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share in the relevant series, the issue, conversion and redemption of shares of any other class of shares if the assets within such other class of shares are not affected to the same extent by the same circumstances.

Any request for subscription, conversion or redemption may be revocable (i) with the approval of the Board of Directors or (ii) in the event of a suspension of the calculation of the net asset value, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company or any third party appointed by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day, as determined for each class of shares, following the end of the period of suspension.

Title III. - Administration and supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by the Board of Directors which is composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. The members of the Board of Directors (the “Directors”) shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of Directors, their remuneration and the term of their office.

Directors proposed for election listed in the agenda of the general meeting of shareholders shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented. Any candidate for director not proposed in the agenda of the meeting shall be elected only by vote of the majority of the shares outstanding.

Any Director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of a Director, the remaining Directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board Meetings. The Board of Directors will choose from among its members a chairman. It may choose a secretary, who needs not to be a Director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the Directors, respectively, shall decide by a majority vote that another Director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board of Directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be Directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other similar means of communication another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors.

The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the Directors, or any other number of Directors that the Board of Directors may determine, are present or represented.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the meetings of the Board of Directors; each Director shall approve such resolution in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two Directors, by the joint signature of any officers of the Company or by the joint signatures of a director and an officer of the Company or of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 17. Delegation of Power. The Board of Directors of the Company may delegate under its responsibility its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not to be Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers. The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions.

1) The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

2) The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the sales documents of the Company, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds; or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds be comanaged amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

3) Investments of each Sub-Fund may be made either directly or indirectly through whollyowned subsidiaries, as the Board of Directors may from time to time decide and as described in the sales documents of the Company. Reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

4) The Company is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to securities and money market instruments provided that such techniques and instruments are used for hedging purposes, for the purpose of efficient portfolio management or for investment purposes and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders. The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any Director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé", the "Auditor") appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The Auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

Title IV. - General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders re-

regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg at a place specified in the notice of meeting, each year on the third Wednesday of the month of May at 11.00 a.m.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

Given that all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a Director.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed without quorum requirement by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 23. Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares. The shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, meetings for any matters which are specific to such class.

The provisions of Article 22, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be a Director.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed without quorum requirement by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 24. Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that for any reason the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a change in the political, economic or monetary situation relating to the Sub-Fund or class of shares concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or class of shares or in order to proceed to an economic rationalization, the Board of Directors may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant class or classes issued in such Sub-Fund at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure of the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund may, upon proposal from the Board of Directors, decide to redeem all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation

Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited, in accordance with applicable laws and regulations, in escrow at the “Caisse de Consignation” on behalf of the persons entitled thereto.

Proceeds not claimed within the statutory period will be forfeited in accordance with laws and regulations.

All redeemed shares may be cancelled.

Under the same circumstances as provided for above, the Board of Directors may decide to merge, in accordance with applicable laws and regulations, the Company or any Sub-Fund or class of shares of the Company (the “Merging Entity”) with (i) another Sub-Fund or class of shares of the Company, or (ii) another Luxembourg specialised investment fund organised under the 2007 Law or sub-fund or class of shares thereof, or (iii) another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or sub-fund or class of shares thereof, or (iv) another foreign undertaking for collective investment or sub-fund or class of shares thereof (the “Receiving Entity”), by transferring the assets and liabilities from the Merging Entity to the Receiving Entity, or by allocating the assets of the Merging Entity to the assets of the Receiving Entity, or by any other method of merger, amalgamation or reorganisation, as may be applicable, and, following a split or consolidation, if necessary, and the payment to shareholders of the amount corresponding to any fractional entitlement, by re-designating the shares of the Merging Entity as shares of the Receiving Entity, or by any other method of reorganisation or exchange of shares, as may be applicable.

Such decision will be published to shareholders of the Merging Entity in the same manner as described above one month before it becomes effective (and, in addition, the publication will contain information in relation to the Receiving Entity), in order to enable shareholders of the Merging Entity to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Exceptions may apply if the Receiving Entity is a class of shares of a Sub-Fund of the Company. Subject to applicable laws and regulations, shareholders of the Merging Entity who have not requested redemption will be transferred to the Receiving Entity.

Such a merger does not require the prior consent of the shareholders except where the Company is the Merging Entity which, thus, ceases to exist as a result of the merger; in such case, the general meeting of shareholders of the Company must decide on the merger and its effective date. Such general meeting will decide by resolution taken with the quorum majority requirements provided for in Article 30 hereof.

The Board of Directors may decide to proceed, in accordance with applicable laws and regulations, with the absorption by the Company or one or several Sub-Funds or classes of shares of (i) another Luxembourg specialised investment fund organised under the 2007 Law or sub-fund or class of shares thereof, or (ii) another Luxembourg undertaking for collective investment organised under part II of the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or sub-fund or class of shares thereof, or (iii) another foreign undertaking for collective investment or sub-fund or class of shares thereof (the “Absorbed Entity”). The exchange ratio between the relevant shares of the Company and the shares or units of the Absorbed Entity will be calculated on the basis of the relevant net asset value per share or unit as of the effective date of the absorption.

Notwithstanding the powers conferred on the Board of Directors by the preceding paragraphs, the general meeting of shareholders, as the case may be, of a Sub-Fund or class of shares, may also decide on such merger or absorption and have the Company perform the necessary transfers, allocations, merger, amalgamation, absorption, re-designations and/or exchanges or other methods of reorganisation or exchange. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken with and adopted by a simple majority of the votes validly cast.

Special approval and/or majority requirements may apply in compliance with applicable laws and regulations where the Merging Entity shall be merged into a foreign Receiving Entity, or into a Receiving Entity which is not of the corporate type (fonds commun de placement or foreign equivalent).

Under the same conditions and procedure as for a merger, the Board of Directors may decide to reorganise a Sub-Fund or class of shares by means of a division into two or more Sub-Funds or classes of shares.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty-first day of December of the same year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal of the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board of Directors to declare, distributions.

For any class of shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions shall be made to the shareholders at their addresses in the Register of Shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant series in the class or classes of shares issued in respect of the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. - Final provisions

Art. 27. Depositary. To the extent required by law, the Company will enter into a depositary agreement with a bank which shall satisfy the duties and requirements of the 2007 Law, the AIFM Law and any applicable CSSF-Circulars and Regulations (herein referred to as the "Depositary"). All assets of the Company are to be held by or to the order of the Depositary who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

The Depositary may in certain circumstances and in accordance with Article 19 (13) of the AIFM Law discharge itself of liability. In the event where certain financial instruments are required by a foreign local law or regulation to be held in custody by a local entity, and no local entity satisfies the delegation requirements in accordance with Article 19 (11) d) (ii) of the AIFM Law, the Depositary may nonetheless discharge itself of liability provided that the specific conditions in accordance with Article 19 (14) of the AIFM Law are met.

If the Depositary desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor Depositary within two months of the effectiveness of such retirement.

The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor Depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the shares present or represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided at the majority of one fourth of the shares present or represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, duly approved by the CSSF and appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares in each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to the shareholders of the relevant class of shares in such Sub-Fund in proportion to their holding of such shares.

Liquidation proceeds which have not been claimed by shareholders at the time of the closure of the liquidation shall be deposited in escrow at the "Caisse de Consignation" in Luxembourg. Proceeds not claimed within the statutory period shall be forfeited in accordance with applicable laws and regulations.

Art. 30. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, the 2007 Law and the AIFM Law, as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitional provisions

1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2015.

2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2016.

Subscription and payment

QUAESTA CAPITAL AG, aforementioned, represented as stated above, declares to subscribe, all thirty one (31) shares representing the initial share capital of the Company.

All shares are entirely paid-up in cash, so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 10 August 1915, and expressly states that they have all been complied with.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at EUR 2,500.-

Resolution of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire subscribed capital and considering itself as fully convened, has immediately taken the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed directors of the Company for a term expiring at the date of the next annual general meeting:

- Thomas Suter, born in Zug (Switzerland), on 28 February 1970, professionally residing at Huobstrasse 9, CH-8808 Pfäffikon, Switzerland;
- Dr Richard Goddard, born in Fareham (United Kingdom), on 5 December 1959, professionally residing at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
- Harald Hild, born in Stuttgart (Germany), on 9 May 1968, professionally residing at Huobstrasse 9, CH-8808 Pfäffikon, Switzerland; and
- Christian Altorfer, born in Maennedorf (Switzerland), on 7 September 1973, professionally residing at Huobstrasse 9, CH-8808 Pfäffikon, Switzerland.

Second resolution

The following has been appointed auditor for a term expiring at the date of the next annual general meeting: KPMG Luxembourg, société cooperative, 39, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Third resolution

The registered office of the Company is fixed at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English..

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Signé: M. HIRTZ et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 9 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/28753. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152432/795.

(150167067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2015.

Calchas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 77, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 144.001.

Cartalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 80.180.

PROJET DE FUSION

L'an deux mille quinze, le neuf septembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

I.- Monsieur Robert REGGIORI, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme de droit luxembourgeois Cartalux S.A., ayant son siège social au 11, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 80.180 (la Société Absorbée), en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration de la Société Absorbée, prise en sa réunion du 22 juillet 2015.

Un exemplaire du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Monsieur Régis DONATI, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme de droit luxembourgeois CALCHAS S.A., ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 77, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 144.001 (la Société Absorbante ensemble avec la Société Absorbée les Sociétés Fusionnantes), en vertu d'un pouvoir à lui conféré par décision du conseil d'administration de la Société Absorbante, prise en sa réunion du 22 juillet 2015.

Un exemplaire du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants ont déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter le projet commun de fusion suivant (le Projet de Fusion), tel qu'établi entre les Sociétés Fusionnantes, par application de l'article 271 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la LSC), en la forme notariée.

Le Projet de Fusion a la teneur suivante:

Préambule

La Société Absorbante est l'actionnaire unique de la Société Absorbée et à ce titre détient l'intégralité des 90.000 (quatre-vingt-dix mille) actions sans désignation de valeur nominale représentant l'intégralité du capital social de la Société Absorbée.

La fusion envisagée par le présent Projet de Fusion constitue, par application de l'article 278 de la LSC, une fusion simplifiée par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante (la Fusion).

La Fusion envisagée par le présent Projet de Fusion s'inscrit dans un programme de restructuration plus vaste du groupe de sociétés auquel appartiennent les Sociétés Fusionnantes (le Groupe), lequel vise à:

- (i) simplifier la structure de contrôle de l'ensemble des activités du Groupe, avec réduction parallèle des coûts; et
- (ii) la rationalisation du point de vue administratif et financier de l'organisation des différentes branches d'activité du Groupe.

1. Dispositions normatives de référence.

1.1. Le présent Projet de Fusion a été établi conformément aux dispositions de l'article 261 et suivants de la LSC.

1.2. En vertu de l'article 278 alinéa 1 de la LSC, alors que la Société Absorbante est titulaire de la totalité des actions, parts et autres titres conférant un droit de vote de la Société Absorbée, la Fusion peut prendre la forme d'une fusion simplifiée, en quel cas, les obligations (i) d'établir un rapport d'échange des actions ou parts ainsi que le cas échéant, la détermination du montant de la soulte en espèces tels que prévus à l'article 261 (2) b) de la LSC, (ii) d'établir les modalités de remise des actions ou parts de la Société Absorbante telles que prévue par l'article 261 (2) c) de la LSC, (iii) de fixer la date à partir de laquelle les actions ou parts donnent le droit de participer aux bénéfices ainsi que tout modalité particulière relative à ce droit, tels que prévus à l'article 261 (2) d) de la LSC, (iv) pour les conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes d'établir un rapport écrit détaillé à l'attention des actionnaires des Sociétés Fusionnantes, expliquant et justifiant d'un point de vue juridique et économique le Projet de Fusion et en particulier, le rapport d'échange des actions ou parts, tel que prévu à l'article 265 de la LSC, (v) de nommer un ou plusieurs experts indépendants appelés à établir un rapport écrit aux actionnaires des Sociétés Fusionnantes dans lequel ceux-ci déclarent si, à leur avis, le rapport d'échange est ou non pertinent et raisonnable au sens de l'article 266 de la LSC, (vi) de déposer le rapport du conseil d'administration mentionné au point (iv) ci-dessus ainsi que du rapport de l'expert mentionné au point (v) ci-dessus au siège social des Sociétés Fusionnantes au moins un mois avant l'approbation de la Fusion conformément à l'article 267 (1) d) et e) de la LSC, ne s'appliquent pas.

1.3. Par ailleurs, toujours conformément à l'article 278 de la LSC, la Fusion n'aura pas pour conséquence que les actionnaires de la Société Absorbée deviendront actionnaires de la Société Absorbante conformément aux dispositions de l'article 274 (1) b) de la LSC.

1.4. Les actionnaires de la Société Absorbante ne se verront également pas attribuer le droit de poursuivre individuellement et d'exercer contre les membres des conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes, une action en réparation du préjudice qu'ils auraient subi par suite d'une faute commise par un ou plusieurs membres des conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes lors de la préparation et de la réalisation de la Fusion comme cela est prévu à l'article 275 de la LSC.

1.5. En vertu de l'article 279 (1) de la LSC, alors que la Société Absorbante est détentrice de l'intégralité des participations de la Société Absorbée, l'approbation de la Fusion ne nécessitera pas une approbation de la part de l'assemblée générale de la Société Absorbante, mais uniquement de la part de l'assemblée générale de la Société Absorbée, à condition que:

a) Le Projet de Fusion a bien été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations un mois avant la date de l'assemblée générale de la Société Absorbée appelée à approuver le Projet de Fusion;

b) Tous les actionnaires de la Société Absorbante ont le droit, un mois au moins avant que la Fusion ne prenne effet entre les parties, de prendre connaissance, au siège social de la Société Absorbante des documents tels que mentionnés au point 6. ci-dessus.

1.6. Il est à ce titre spécialement remarqué qu'un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions ou parts du capital souscrit de la Société Absorbante ont le droit de requérir, pendant le délai d'un mois mentionné au point 1.5. b) ci-dessus, la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la Fusion. L'assemblée générale devra être convoquée de façon à être tenue dans le mois de la réquisition.

1.7. Enfin, conformément aux dispositions de l'article 271 (1) de la LSC, alors que la Fusion ne devra pas être approuvée par les assemblées générales de toutes les Sociétés Fusionnantes, le Projet de Fusion devra être établi par acte notarié avant d'être déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations conformément à l'article 262 de la LSC.

2. Sociétés Fusionnantes.

2.1. Société Absorbée

La Société Absorbée a été constituée sous la dénomination de Faper Mill S.A. suivant acte notarié reçu par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 29 décembre 2000, sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois, sous la dénomination de Cartalux S.A.. Les statuts de la Société Absorbée furent publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 678 du 27 août 2001. Le siège social de la Société Absorbée se situe au 11, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. La Société Absorbée est immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 80.180.

2.2. Société Absorbante

La Société Absorbante a été constituée par constat de scission suivant acte notarié reçu par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 18 décembre 2008, sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois, sous la dénomination de CALCHAS S.A. Les statuts de la Société Absorbante furent publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 220 du 2 février 2009. Le siège social de la Société Absorbante se situe à L-1331 Luxembourg, 77, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Grand-Duché de Luxembourg. La Société Absorbante est immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.001.

3. Date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées d'un point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante.

3.1. Le Projet de Fusion a été établi sur la base des valeurs renseignées dans les états financiers des Sociétés Fusionnantes établis selon les articles 72 et suivants de la LSC et selon les modalités fixées par la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises au 31 mars 2015 pour chacune des Sociétés Fusionnantes, sous réserve des dispositions qui y sont énoncées.

3.2. Conformément à l'article 272 de la LSC, la Fusion prendra effet, entre les Sociétés Fusionnantes, à la date à laquelle interviendra la décision de l'assemblée générale de la Société Absorbée approuvant la Fusion.

3.3. A l'égard des tiers, la Fusion ne prendra effet qu'à compter de la date à laquelle le procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbée aura été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations conformément aux articles 9 et 273 de la LSC.

3.4. Nonobstant les différentes dates d'effet mentionnées aux points 3.2. et 3.3. ci-dessus, les opérations de la Société Absorbée seront considérées, d'un point de vue comptable, comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à compter du 1^{er} janvier 2015.

4. Droits assurés par la Société Absorbante aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux autres porteurs de titres autres que des actions ou parts ou les mesures proposées à leur égard. Il est spécialement constaté que la Société Absorbée n'a pas émis de titres autres que des actions ordinaires. Aucun droit spécial n'y étant attaché, la Société Absorbante n'aura pas à assurer ces droits spéciaux ou prévoir des mesures particulières afin de maintenir ces droits spéciaux.

5. Avantages attribués aux membres des conseils d'administration et aux commissaires aux comptes des Sociétés Fusionnantes. Aucun avantage particulier ne sera attribué, en raison ou par l'effet de la Fusion, à un quelconque membre des conseils d'administration ou des commissaires aux comptes des Sociétés Fusionnantes.

6. Documents disponibles pour examen.

6.1. Les actionnaires des Sociétés Fusionnantes ont le droit d'examiner aux sièges sociaux respectifs des Sociétés Fusionnantes, au moins un mois avant la date de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbée appelée à se prononcer sur le Projet de Fusion, les documents suivants:

- ce Projet de Fusion;
- les comptes annuels audités ainsi que les rapports de gestion des Sociétés Fusionnantes des trois derniers exercices clôturés aux 31 décembre 2012, 2013 et 2014;
- les états comptables intérimaires des Sociétés Fusionnantes établis au 31 mars 2015;

6.2. Tout actionnaire des Sociétés Fusionnantes peut obtenir une copie de ces documents sans frais et sur simple demande.

7. Effets de la Fusion. La Fusion entraînera de plein droit et simultanément, (i) entre Sociétés Fusionnantes à la date à laquelle interviendra la décision de l'assemblée générale de la Société Absorbée approuvant la Fusion et (ii) à l'égard des tiers à la date à laquelle le procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbée aura été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations conformément aux articles 9 et 273 de la LSC:

- la transmission, tant entre les Sociétés Fusionnantes qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du Patrimoine Transféré de la Société Absorbée au profit de la Société Absorbante,
- la dissolution, sans liquidation de la Société Absorbée, et
- l'annulation des actions de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante.

8. Droit des créanciers. Conformément à l'article 268 de la LSC, les créanciers des Sociétés Fusionnantes dont la créance est antérieure à la date de la publication de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbée constatant la Fusion pourront, dans les 2 (deux) mois de la publication précitée, demander au président du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour les créances échues ou non échues au cas où ils pourront démontrer, de manière crédible, que la Fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et la société débitrice concernée ne leur a pas fourni de garanties adéquates.

9. Formalités de la Fusion.

9.1. La Société Absorbante effectuera à ses frais toutes les formalités (y compris toutes les formalités de dépôts et de publications) requises par la loi, qui sont nécessaires ou utiles afin de mettre en oeuvre et d'assurer l'effectivité du transfert du Patrimoine Transféré par la Société Absorbée au profit de la Société Absorbante.

9.2. Dans la mesure où la loi l'impose, ou si cela est jugé nécessaire ou utile, les Sociétés Fusionnantes devront signer tout contrat ou document qui serait requis pour effectuer le transfert du Patrimoine Transféré par la Société Absorbée au profit de la Société Absorbante.

10. Frais et droits. Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la Fusion seront supportés par la Société Absorbante.

11. Droit applicable et clause de juridiction. Le présent Projet de Fusion est soumis au droit luxembourgeois. Les tribunaux et cours luxembourgeois ont compétence exclusive pour connaître de tout différent qui pourrait résulter du présent Projet de Fusion.

Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, dépôts, publications et autres.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent Projet de Fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la LSC.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société Absorbante en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à 1.300,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Robert REGGIORI, Régis DONATI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 septembre 2015. Relation GAC/2015/7696. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la société.

Junglinster, 15 septembre 2015.

Référence de publication: 2015153325/172.

(150168501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2015.

Luxmec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 83.216.

UK Tissue S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 88.795.

L'an deux mille quinze, le neuf septembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

I.- Monsieur Robert REGGIORI, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme de droit luxembourgeois UK Tissue S.A, ayant son siège social au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 88.7951 (la Société Absorbée), en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration de la Société Absorbée, prise en sa réunion du 22 juillet 2015.

Un exemplaire du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Monsieur Jacopo ROSSI, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme de droit luxembourgeois Luxmec S.A., ayant son siège social au 11, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 83.216 (la Société Absorbante ensemble avec la Société Absorbée les Sociétés Fusionnantes), en vertu d'un pouvoir à lui conféré par décision du conseil d'administration de la Société Absorbante, prise en sa réunion du 22 juillet 2015.

Un exemplaire du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparantes ont déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter le projet commun de fusion suivant (le Projet de Fusion), tel qu'établi entre les Sociétés Fusionnantes, par application de l'article 271 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la LSC), en la forme notariée.

Le Projet de Fusion a la teneur suivante:

Préambule

La Société Absorbante est l'actionnaire unique de la Société Absorbée et à ce titre détient l'intégralité des 221.000 (deux cent vingt-et-un mille) actions sans désignation de valeur nominale représentant l'intégralité du capital social de la Société Absorbée.

La fusion envisagée par le présent Projet de Fusion constitue, par application de l'article 278 de la LSC, une fusion simplifiée par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante (la Fusion).

La Fusion envisagée par le présent Projet de Fusion s'inscrit dans un programme de restructuration plus vaste du groupe de sociétés auquel appartiennent les Sociétés Fusionnantes (le Groupe), lequel vise à:

- (i) simplifier la structure de contrôle de l'ensemble des activités du Groupe, avec réduction parallèle des coûts; et
- (ii) la rationalisation du point de vue administratif et financier de l'organisation des différentes branches d'activité du Groupe.

1. Dispositions normatives de référence.

1.1. Le présent Projet de Fusion a été établi conformément aux dispositions de l'article 261 et suivants de la LSC.

1.2. En vertu de l'article 278 alinéa 1 de la LSC, alors que la Société Absorbante est titulaire de la totalité des actions, parts et autres titres conférant un droit de vote de la Société Absorbée, la Fusion peut prendre la forme d'une fusion simplifiée, en quel cas, les obligations (i) d'établir un rapport d'échange des actions ou parts ainsi que le cas échéant, la détermination du montant de la soulte en espèces tels que prévus à l'article 261 (2) b) de la LSC, (ii) d'établir les modalités de remise des actions ou parts de la Société Absorbante telles que prévue par l'article 261 (2) c) de la LSC, (iii) de fixer la date à partir de laquelle les actions ou parts donnent le droit de participer aux bénéfices ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit, tels que prévus à l'article 261 (2) d) de la LSC, (iv) pour les conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes d'établir un rapport écrit détaillé à l'attention des actionnaires des Sociétés Fusionnantes, expliquant et justifiant d'un point de vue juridique et économique le Projet de Fusion et en particulier, le rapport d'échange des actions ou parts, tel que prévu à l'article 265 de la LSC, (v) de nommer un ou plusieurs experts indépendants appelés à établir un rapport écrit aux actionnaires des Sociétés Fusionnantes dans lequel ceux-ci déclarent si, à leur avis, le rapport d'échange est ou non pertinent et raisonnable au sens de l'article 266 de la LSC, (vi) de déposer le rapport du conseil d'administration mentionné au point (iv) ci-dessus ainsi que du rapport de l'expert mentionné au point (v) ci-dessus au siège social des

Sociétés Fusionnantes au moins un mois avant l'approbation de la Fusion conformément à l'article 267 (1) d) et e) de la LSC, ne s'appliquent pas.

1.3. Par ailleurs, toujours conformément à l'article 278 de la LSC, la Fusion n'aura pas pour conséquence que les actionnaires de la Société Absorbée deviendront actionnaires de la Société Absorbante conformément aux dispositions de l'article 274 (1) b) de la LSC.

1.4. Les actionnaires de la Société Absorbante ne se verront également pas attribuer le droit de poursuivre individuellement et d'exercer contre les membres des conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes, une action en réparation du préjudice qu'ils auraient subi par suite d'une faute commise par un ou plusieurs membres des conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes lors de la préparation et de la réalisation de la Fusion comme cela est prévu à l'article 275 de la LSC.

1.5. En vertu de l'article 279 (1) de la LSC, alors que la Société Absorbante est détentrice de l'intégralité des participations de la Société Absorbée, l'approbation de la Fusion ne nécessitera pas une approbation de la part de l'assemblée générale de la Société Absorbante, mais uniquement de la part de l'assemblée générale de la Société Absorbée, à condition que:

a) Le Projet de Fusion a bien été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations un mois avant la date de l'assemblée générale de la Société Absorbée appelée à approuver le Projet de Fusion;

b) Tous les actionnaires de la Société Absorbante ont le droit, un mois au moins avant que la Fusion ne prenne effet entre les parties, de prendre connaissance, au siège social de la Société Absorbante des documents tels que mentionnés au point 6. ci-dessous.

1.6. Il est à ce titre spécialement remarqué que un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions ou parts du capital souscrit de la Société Absorbante ont le droit de requérir, pendant le délai d'un mois mentionné au point 1.5. b) ci-dessus, la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la Fusion. L'assemblée générale devra être convoquée de façon à être tenue dans le mois de la réquisition.

1.7. Enfin, conformément aux dispositions de l'article 271 (1) de la LSC, alors que la Fusion ne devra pas être approuvée par les assemblées générales de toutes les Sociétés Fusionnantes, le Projet de Fusion devra être établi par acte notarié avant d'être déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations conformément à l'article 262 de la LSC.

2. Sociétés Fusionnantes.

2.1. Société Absorbée

La Société Absorbée a été constituée suivant acte notarié reçu pardevant Maître Joseph Elvinger, alors notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue empêché Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 9 août 2002, sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois, sous la dénomination de UK Tissue S.A. Les statuts de la Société Absorbée furent publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1509 du 18 octobre 2002. Le siège social de la Société Absorbée se situe au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. La Société Absorbée est immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 88.795.

2.2. Société Absorbante

La Société Absorbante a été constituée suivant acte notarié reçu par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 23 juillet 2001, sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois, sous la dénomination de Luxmec S.A. Les statuts de la Société Absorbante furent publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 77 du 15 janvier 2005. Le siège social de la Société Absorbante se situe au 11, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. La Société Absorbante est immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 83.216.

3. Date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées d'un point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante.

3.1. Le Projet de Fusion a été établi sur la base des valeurs renseignées dans les états financiers des Sociétés Fusionnantes établis selon les articles 72 et suivants de la LSC et selon les modalités fixées par la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises au 31 mars 2015 pour chacune des Sociétés Fusionnantes, sous réserve des dispositions qui y sont énoncées.

3.2. Conformément à l'article 272 de la LSC, la Fusion prendra effet, entre les Sociétés Fusionnantes, à la date à laquelle interviendra la décision de l'assemblée générale de la Société Absorbée approuvant la Fusion.

3.3. A l'égard des tiers, la Fusion ne prendra effet qu'à compter de la date à laquelle le procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbée aura été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations conformément aux articles 9 et 273 de la LSC.

3.4. Nonobstant les différentes dates d'effet mentionnées aux points 3.2. et 3.3. ci-dessus, les opérations de la Société Absorbée seront considérées, d'un point de vue comptable, comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à compter du 1^{er} janvier 2015.

4. Droits assurés par la Société Absorbante aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux autres porteurs de titres autres que des actions ou parts ou les mesures proposées à leur égard. Il est spécialement constaté que la Société Absorbée n'a pas émis de titres autres que des actions ordinaires. Aucun droit spécial n'y étant attaché, la Société Absorbante n'aura pas à assurer ces droits spéciaux ou prévoir des mesures particulières afin de maintenir ces droits spéciaux.

5. Avantages attribués aux membres des conseils d'administration et aux commissaires aux comptes des Sociétés Fusionnantes. Aucun avantage particulier ne sera attribué, en raison ou par l'effet de la Fusion, à un quelconque membre des conseils d'administration ou des commissaires aux comptes des Sociétés Fusionnantes.

6. Documents disponibles pour examen.

6.1. Les actionnaires des Sociétés Fusionnantes ont le droit d'examiner aux sièges sociaux respectifs des Sociétés Fusionnantes, au moins un mois avant la date de assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbée appelée à se prononcer sur le Projet de Fusion, les documents suivants:

- ce Projet de Fusion;
- les comptes annuels audités ainsi que les rapports de gestion des Sociétés Fusionnantes des trois derniers exercices clôturés aux 31 décembre 2012, 2013 et 2014;
- les états comptables intermédiaires des Sociétés Fusionnantes établis au 31 mars 2015;

6.2. Tout actionnaire des Sociétés Fusionnantes peut obtenir une copie de ces documents sans frais et sur simple demande.

7. Effets de la Fusion. La Fusion entraînera de plein droit et simultanément, (i) entre Sociétés Fusionnantes à la date à laquelle interviendra la décision de l'assemblée générale de la Société Absorbée approuvant la Fusion et (ii) à l'égard des tiers à la date à laquelle le procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbée aura été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations conformément aux articles 9 et 273 de la LSC:

- la transmission, tant entre les Sociétés Fusionnantes qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du Patrimoine Transféré de la Société Absorbée au profit de la Société Absorbante,
- la dissolution, sans liquidation de la Société Absorbée, et
- l'annulation des actions de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante.

8. Droit des créanciers. Conformément à l'article 268 de la LSC, les créanciers des Sociétés Fusionnantes dont la créance est antérieure à la date de la publication de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbée constatant la Fusion pourront, dans les 2 (deux) mois de la publication précitée, demander au président du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour les créances échues ou non échues au cas où ils pourront démontrer, de manière crédible, que la Fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et la société débitrice concernée ne leur a pas fourni de garanties adéquates.

9. Formalités de la Fusion.

9.1. La Société Absorbante effectuera à ses frais toutes les formalités (y compris toutes les formalités de dépôts et de publications) requises par la loi, qui sont nécessaires ou utiles afin de mettre en oeuvre et d'assurer l'effectivité du transfert du Patrimoine Transféré par la Société Absorbée au profit de la Société Absorbante.

9.2. Dans la mesure où la loi l'impose, ou si cela est jugé nécessaire ou utile, les Sociétés Fusionnantes devront signer tout contrat ou document qui serait requis pour effectuer le transfert du Patrimoine Transféré par la Société Absorbée au profit de la Société Absorbante.

10. Frais et droits. Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la Fusion seront supportés par la Société Absorbante.

11. Droit applicable et clause de juridiction. Le présent Projet de Fusion est soumis au droit luxembourgeois. Les tribunaux et courts luxembourgeois ont compétence exclusive pour connaître de tout différent qui pourrait résulter du présent Projet de Fusion.

Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, dépôts, publications et autres.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent Projet de Fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la LSC.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société Absorbante en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à 1.300- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Robert REGGIORI, Jacopo ROSSI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 septembre 2015. Relation GAC/2015/7697. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société.

Junlinster, 15 septembre 2015.

Référence de publication: 2015153599/172.

(150168498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2015.

Adriana Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 134.785.

Capital Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 134.778.

—
L'an deux mille quinze, le onze septembre,

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

«Allen & Overy», société en commandite simple, inscrit à la liste V du Barreau de Luxembourg, elle-même représentée par Jean-Marie BONTEMPS, dont le domicile professionnel est sis 33, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de:

«Adriana Development S.à r.l.», une société à responsabilité limitée établie et ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 134785, avec un capital social souscrit de DOUZE MILLE CINQ CENT EUROS (12.500 - EUR) divisé en QUATRE CENT CINQUANTE(450) parts sociales de classe A, CINQUANTE (50) parts sociales de classe B, ayant toute une valeur nominale de VINGT-CINQ EUROS (25.- EUR) chacune et entièrement libérées, constituée suivant acte notarié dressé en date du 10 décembre 2007, et publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 205 en date du 25 janvier 2008 (la «Société» ou la «Société Absorbante»), les statuts de la Société Absorbante ayant été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 4 mars 2008, suivant acte reçu notarié publié au Mémorial numéro 1059 en date du 29 avril 2008,

en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration signée par un gérant de catégorie A et signataire autorisé de la Société datée du 31 juillet 2015.

Un exemplaire de ladite procuration est resté annexée au projet de fusion reçu par le notaire instrumentaire en date du 31 juillet 2015.

Laquelle personne comparante, agissant en ladite qualité, a requis le notaire soussigné de documenter les déclarations et constatations suivantes:

(i) qu'aux termes d'un projet de fusion établi sous forme notariée, suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 31 juillet 2015, lequel fut régulièrement publié au Mémorial, le 10 août 2015 sous le numéro 2023, page 97090, la Société, en tant que société absorbante (la «Société Absorbante») et la société «Capital Retail S.à r.l.», une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 134778, avec un capital social souscrit de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) divisé en cinq cent (500) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de VINGT-CINQ EUROS (25.- EUR) chacune et entièrement libérées, constituée suivant acte notarié reçu en date du 13 décembre 2007, et publié au Mémorial numéro 206 en date du 25 janvier 2008, en tant que société absorbée (la «Société Absorbée»), les statuts de la Société Absorbée n'ayant jamais été modifiés;

(ii) qu'aucun associé de la Société Absorbante n'a requis, pendant le délai d'un (1) mois suivant la publication au Mémorial du projet de fusion, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante, appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion;

(iii) que conformément à l'article 267 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), le projet de fusion, les comptes annuels des trois derniers exercices de la Société Absorbée et de la Société Absorbante, et les comptes intermédiaires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante en date du 30 juin 2015 ont été rendus disponibles au siège social de la Société Absorbée et de la Société Absorbante au moins un mois (1) avant la date à laquelle la fusion a pris effet entre les sociétés fusionnantes;

(iv) que la clause 1.6 du Projet de Fusion prévoit que «la Fusion prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes à l'expiration du délai d'un (1) mois courant à compter de la date de publication du Projet de Fusion au Journal Officiel, en application des dispositions de l'article 9 de la Loi»;

(v) qu'en conséquence la fusion est devenue définitive le 11 septembre 2015 (la Date d'Effet) et a entraîné de plein droit à la Date d'Effet la transmission universelle tant entre les sociétés fusionnantes, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;

(vi) que la société absorbée ne détient aucun bien immobilier; et

(vii) que suite encore à l'absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante, les parts sociales de la Société Absorbée ont annulées de plein droit à la Date d'Effet.

Une attestation de chacun des Société Absorbée et Société Absorbante certifiant (a) l'absence d'une demande de convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante en vertu de l'article 279 (1) c) de la Loi, comme décrit au paragraphe (ii) ci-dessus, et (b) la disponibilité des documents décrits au paragraphe (iii) ci-dessus, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Le notaire soussigné atteste que, conformément aux dispositions de l'article 273 de la Loi, toutes les formalités légales requises par la Loi et notamment les conditions prévues à l'article 279 de la Loi ont été dûment remplies à la date de ce certificat.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire, le présent constat de fusion.

Signé: J-M. BONTEMPS, D.KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 14 septembre 2015. Relation: DAC/2015/14833. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. RODENBOUR.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 14 septembre 2015.

Référence de publication: 2015152638/77.

(150168075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 septembre 2015.

BOP Luxembourg (125 OBS) 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 179.869.

—
EXTRAIT

Il résulte de la décision de l'associé unique de la Société en date du 27 mai 2015 que BRE/Management BPP S.A., société anonyme de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 35 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 196.976, a été nommée gérant de la Société avec effet au 27 mai 2015, pour une durée indéterminée.

Par la suite, l'associé unique de la Société a décidé le 24 juillet 2015 que les personnes suivantes seraient révoquées en tant que gérants de la Société avec effet au 24 juillet 2015;

- M. Michael FRONTE

- M. Alan BOTFIELD

- M. Peter DICKINSON

En outre, il résulte d'une résolution du gérant unique de la Société prise en date du 28 juillet 2015 que le siège social de la Société BOP Luxembourg (125) OBS 2 S.à r.l. a été transféré du 51 avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, avec effet au 28 juillet 2015.

La Société est désormais gérée par BRE/Management BPP S.A. en qualité de gérant unique et son siège social est au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015130305/26.

(150140814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Beech Tree S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 85.327.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 16 juin 2015

L'assemblée renomme tous les administrateurs actuels de la Société, pour une période de six ans et ce jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui statuera sur l'approbation des comptes sociaux de la Société pour l'exercice social 2020, à savoir:

Madame Anne BEAUFOUR, dirigeante de sociétés, 15, South End, GB-W85BU LONDRES, (administrateur A1), Présidente du Conseil d'Administration,

Madame Mariette FINET, avec adresse professionnelle au 23, Avenue de Lamballe, F-75016 PARIS, (Administrateur A1)

Monsieur Henri BEAUFOUR, dirigeant de sociétés, 19, Kensington Square, GB-W8 5HH LONDRES (Administrateur A2)

Monsieur Antoine FLOCHEL, conseil financier, 32, rue Michel Welter, L-2730 LUXEMBOURG, (Administrateur A2)

Altawin S.A., 3, rue Nicolas Adames, L-1114 LUXEMBOURG, (Administrateur C), représentée par Maître Yves PRUSSEN, avec adresse professionnelle au 2, place Winston Churchill, L-1340 LUXEMBOURG

Monsieur Pierre SCHILL, licencié en sciences économiques, 18a, boulevard de la Foire, L-1528 LUXEMBOURG, (Administrateur C)

Monsieur Jean-Pierre DIEHL, administrateur de sociétés, demeurant 33, rue du Châtaignier, F-92140 CLAMART (Administrateur C)

L'assemblée renomme KPMG Luxembourg, société à responsabilité limitée, ayant son siège social 9, Allée Scheffer, L-2520 LUXEMBOURG, en tant que réviseur d'entreprises agréé pour une durée expirant lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels pour l'année 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015130272/30.

(150141023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Wistaria S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 46.730.

—
Extrait du Procès-Verbal de la Réunion du Conseil d'Administration tenue le 9 avril 2014

Première résolution:

Le Conseil d'Administration décide de nommer avec effet immédiat Monsieur Eric MULLIEZ, né à ROUBAIX (France) le 02.01.1957, résidant au 6, Rue Abbe Welter L-9690 WATRANGE (Grand-Duché de Luxembourg) aux fonctions de Délégué à la Gestion Journalière de la société pendant la durée de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2018 statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2017.

Dans le cadre de sa mission, le Délégué à la Gestion Journalière assure la gestion journalière et courante de la Société, avec autorisation d'effectuer des opérations et d'engager la société avec sa signature individuelle dans la limite d'un montant de 10.000 EUR par transaction et ou engagement. Toute opération courante dépassant cette limite nécessitera la signature conjointe d'un deuxième Administrateur de la société.

Le mandat de Délégué à la Gestion Journalière est lié au mandat d'Administrateur de Monsieur Eric MULLIEZ. La fin de ce mandat d'administrateur aura pour conséquence la fin du mandat de Délégué à la Gestion Journalière.

Il sera statué ultérieurement sur la rémunération de Monsieur Éric MULLIEZ relatif à ce mandat de Délégué.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WISTARIA S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015131241/23.

(150141595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

8F Leasing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 165.176.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour 8F Leasing S.A.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015131264/11.

(150141119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

eEquity Feeder S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.505,00.**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 181.073.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Référence de publication: 2015131327/11.

(150141749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

A.S. Adventure Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 20, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 36.735.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015131330/9.

(150141666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Dönder Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3542 Dudelange, 60, rue du Parc.

R.C.S. Luxembourg B 144.692.

DISSOLUTION

L'an deux mille quinze,

Le vingt juillet,

Par-devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange.

A comparu:

Monsieur Yakup PAYDAS, indépendant, né à Saylakkaya (Turquie) le 15 janvier 1969, demeurant à L-3543 Dudelange, 7, rue Pasteur,

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les déclarations et constatations:

I.- Que la société à responsabilité limitée "DÖNDER S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-3542 Dudelange, 60, rue du Parc, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144 692, a été constituée suivant acte reçu par Maître Frank MOLITOR, alors notaire de résidence à Dudelange, en date du 8 janvier 2009, publié au Mémorial C numéro 508 du 9 mars 2009.

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée "DÖNDER S.à r.l.", préqualifiée, s'élève actuellement à douze mille quatre cents Euros (€ 12.400.-), représenté par cent vingt quatre (124) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100.-€) chacune, entièrement libérées.

III.- Que l'associé déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société "DÖNDER S.à r.l."

IV.- Que le comparant est propriétaire de toutes les parts sociales de la susdite société, et qu'en tant qu'associé unique il déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

V.- Que le comparant déclare que les dettes connues seront payées et en outre qu'il prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Que décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la société dissoute pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

VII.- Qu'il a été procédé à l'annulation des parts sociales, le tout en présence du notaire instrumentant.

VIII.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à L-3542 Dudelange, 60, rue du Parc.

IX.- Que pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Y. PAYDAS, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23 juillet 2015. Relation: EAC/2015/17326. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 28 juillet 2015.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2015131630/46.

(150141832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Depuis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 186.358.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015131610/9.

(150141909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Delta Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1465 Luxembourg, 1, rue Michel Engels.

R.C.S. Luxembourg B 165.273.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015131608/9.

(150142262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Publimed s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4010 Esch-sur-Alzette, 58, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 39.610.

Les comptes annuels du 01/01/2014 au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015079828/10.

(150091613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.
